



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

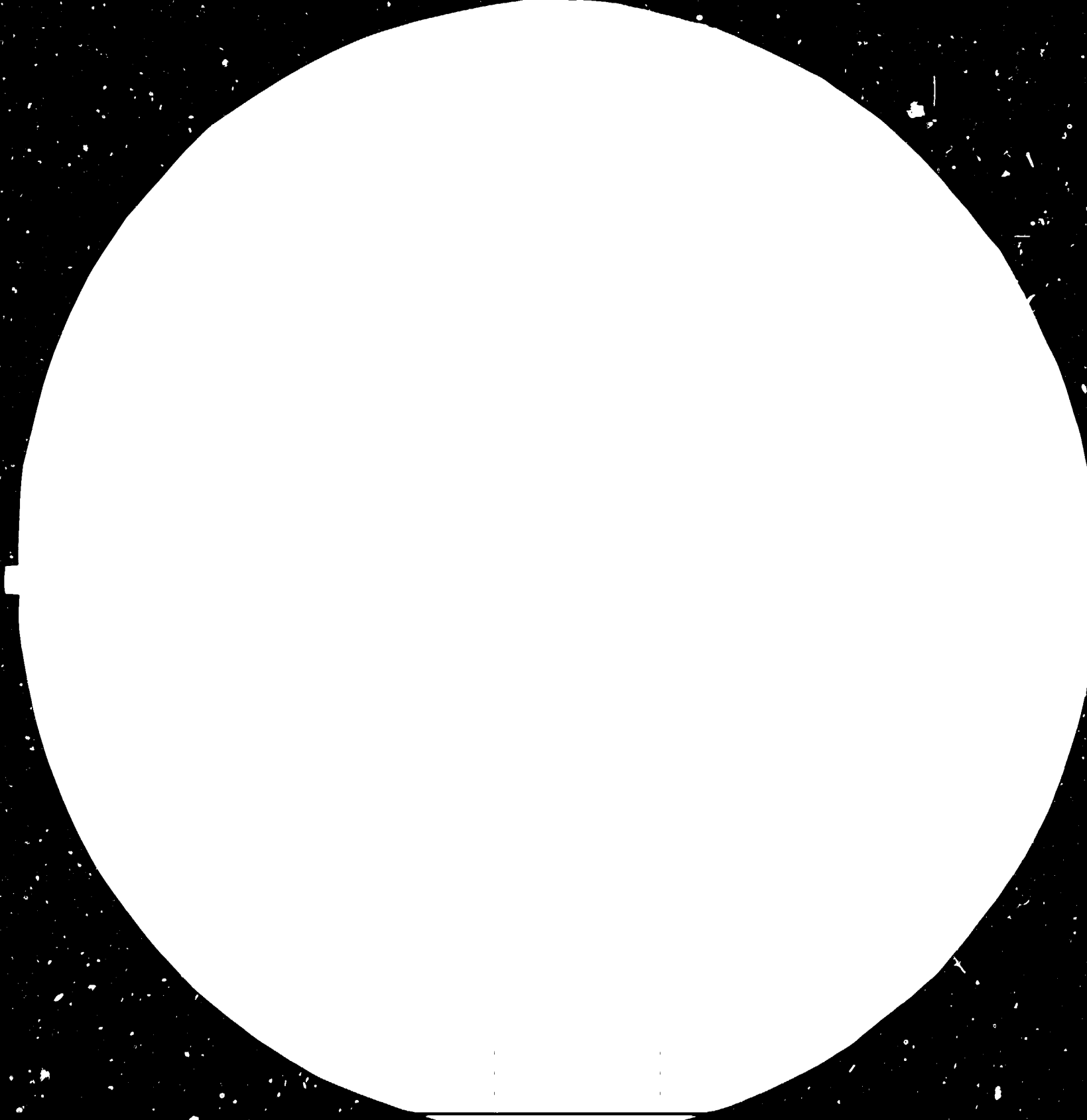
FAIR USE POLICY

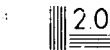
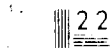
Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





MICROCOPY, REPRODUCTION, DISTRIBUTION
AND SALE OF THIS DOCUMENT ARE PROHIBITED

UN/DG/10.544



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

12599 - F

**REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE
POPULAIRE
LAO**

L205.

ETUDE DU SECTEUR INDUSTRIEL

**PROGRAMME DE COOPERATION
BANQUE MONDIALE/ONUDI**

**RAPPORT N° 26
Mars 1983**

658

**Distr,
LIMITEE**

**UNIDO/10.544
27 mai 1983**

FRANÇAIS

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1
Taux de change	2
Notes explicatives	3
RESUME	4
I. ANALYSE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE	8
A. Rôle de l'industrie dans l'économie lao	8
B. Localisation industrielle	10
C. Production industrielle	12
D. Facteurs de production	14
E. Gestion, prix, marchés	16
II. LA PLANIFICATION INDUSTRIELLE	20
A. Elaboration du Plan	20
B. Réalisation du Plan	21
C. Plan quinquennal 1986-1990	23
III. SUPPORT INSTITUTIONNEL A L'INDUSTRIE	24
A. Formation	24
B. Services de vulgarisation	26
C. Entretien et réparation	27
D. Aide extérieure à l'industrie	28
IV. COMMERCE EXTERIEUR	30
A. Procédures d'import-export	30
B. Tarifs douaniers	32
C. Balance des paiements	32
D. Transports	35
V. FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE	37
A. Sources de fonds	37
B. Problèmes	39
C. Solutions proposées	41
VI. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	43
A. Obstacles	43
B. Perspectives	45
C. Suggestions d'aide au développement industriel ..	46
D. Idées de projets de financement	48

ANNEXES

- I. Développements budgétaires, 1979-82.
- II. Productions réalisées en 1981 et productions prévues pour 1982 par les unités industrielles relevant du Ministère de l'industrie.
- III. Valeur ajoutée dans la production projetée des unités industrielles relevant du Ministère de l'industrie, 1982.
- IV. Main-d'oeuvre et montants en devises requis par les unités industrielles relevant du Ministère de l'industrie, 1982.
- V. Degré de réalisation du Plan 1981 par les unités industrielles relevant du Ministère de l'industrie.
- VI. Tarifs douaniers de certains produits.
- VII. Balance des paiements, 1978-82.
- VIII. Composition des exportations, 1978-82.
- IX. Exportations à travers la Thaïlande, 1978-81.
- X. Importations à travers la Thaïlande, 1978-81.
- XI. Composition des importations, 1978-82.
- XII. Bilans consolidés de la BEL et de la BCEL, 1979-82.
- XIII. BEL: Distribution du crédit, 1979-81.
- XIV. Transactions officielles en devises, 1979-81.

TABLEAUX

	<u>Page</u>
1. Valeur de la production industrielle, 1981.	11
2. Analyse des coûts de production de l'usine de cigarettes.	17

INTRODUCTION

L'étude du secteur industriel lao sert de base à l'identification et à la conception d'éventuels projets de financement et d'assistance technique qui contribueraient au développement de l'industrie en République démocratique populaire lao.

Le rapport a été préparé sous la direction du Programme de coopération Banque Mondiale/ONUDI à la suite d'une mission qui a eu lieu en République démocratique populaire lao du 6 mars au 1er avril 1982. Les membres de la mission étaient O. Gonzalez-Hernandez du Programme de coopération Banque Mondiale/ONUDI, G. Robyn du Service des études par région et par pays de l'ONUDI, et G. Thompson, consultant.

Le rapport a été discuté avec le gouvernement et mis à jour au cours d'une deuxième mission effectuée en République démocratique populaire lao par O. Gonzalez-Hernandez du 20 janvier au 3 février 1983.

Taux de change

Mars 1975 - Juin 1976

\$ 1 = KL 37,5

Juillet 1976 - Mai 1978

\$ 1 = KL 200

Juin 1978 - 9 Décembre 1979

\$ 1 = KL 400

10 Décembre 1979 - Janvier 1980

\$ 1 = NK 4
(1 NK = 100 KI,)

Janvier 1980 - Présent

\$ 1 = NK 10

Taux officiel avec bonification ^{1/}

10 Décembre 1979 - Mai 1981

\$ 1 = NK 14

Juin 1981 - Décembre 1981

\$ 1 = NK 30

Janvier 1982 - Présent

\$ 1 = NK 35

Année fiscale

1er Janvier - 31 Décembre

1/ Utilisé initialement dans les opérations de tourisme. Cependant, dès janvier 1982 l'application a été généralisée, sauf pour les opérations douanières.

Notes explicatives

Sauf indication contraire, le terme "dollar" (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

L'unité monétaire de la République démocratique populaire lao est le nouveau kip (NK).

Les sigles suivants ont été utilisés dans la présente publication:

BAAD	Banque asiatique de développement
BCEL	Banque de commerce extérieur lao
BEL	Banque d'Etat lao
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
c.a.f.	Coût, assurance, fret
CEP	Comité d'Etat au plan
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
MIAF	Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays en développement les moins avancés
RN	Route nationale
SCL	Société de commerce lao
SEP	Société d'Etat forestière
SIDA	Office central suédois pour l'aide au développement international
SPM	Système du produit matériel

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

RESUME

Industrie manufacturière

i. La République démocratique populaire lao est un pays surtout agricole, où les activités industrielles sont mal intégrées et occupent une place modeste. L'activité industrielle est tombée pendant la période de crise 1975/76 à environ un dixième du niveau de 1973. Aujourd'hui, en 1983, une amélioration visible est en cours, bien que le pays continue à manquer d'approvisionnements de toutes sortes, de personnel qualifié, d'entretien, de services, de moyens de transport, de marchés solvables. La part de l'industrie dans le revenu national atteignait 5,4% en 1981.

ii. Les dix-huit usines relevant du Ministère de l'industrie, artisanat et forêts forment le gros du secteur moderne de l'industrie lao (avec une valeur de production estimée à 183 millions de NK, c'est-à-dire 80% du total) et sont localisées dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres autour de Vientiane. Ces usines sont engagées dans la production de tôle zinguée, outils agricoles, oxygène, articles en plastique, détergents, insecticides, rechapage de pneus, produits en bois, allumettes, étoffes, produits d'artisanat, bière et boissons gazeuses, cigarettes. A l'avenir, le rôle de l'industrie est appelé à se renforcer. La production industrielle atteinte en 1980 devra être multipliée par un coefficient 2 à 2,2 au cours du plan quinquennal 1981-1985. Pour atteindre ce but, l'allocation du budget national d'investissement aux secteurs de l'industrie, des mines, de l'énergie et du commerce a été augmentée de 6% en 1980, à 16% en 1981 et à 18% en 1982.

iii. Moins de 8 000 personnes travaillent directement dans le secteur formel de l'industrie manufacturière. La productivité est basse et on manque de personnel qualifié. L'industrie dépend très largement de l'extérieur pour ses intrants de toutes sortes. Les devises allouées par le Plan 1982 aux unités dépendant du Ministère de l'industrie et des gouvernements des provinces atteignent 8,6 millions de dollars. Mais les revenus de l'industrie en devises pendant la même période ont été probablement d'environ 1 million de dollars. Par conséquent, la plus importante orientation stratégique du développement industriel devrait être celle d'équilibrer les dépenses et les revenus en devises de l'industrie. Une certaine autonomie de gestion a été récemment accordée, en particulier aux trois grandes unités: bière et boissons gazeuses; cigarettes; bois, rotin, contre-plaqué. Cette autonomie n'est pas entièrement utilisée par manque de capacité de gestion. La commercialisation et les achats sont normalement conduits par la Société de commerce lao (SCL).

Planification industrielle

iv. Le plan quinquennal actuel établit des objectifs généraux pour chaque secteur économique. Des plans annuels plus détaillés sont préparés pour chaque unité selon une procédure itérative entre la gestion des unités, le Ministère de l'industrie et le Comité du Plan. L'opération relative au mécanisme du Plan n'est qu'imparfaitement exécutée et diminue l'importance

pratique de la planification. Pendant 1981, les résultats pour chaque usine ont été compris entre 4% et 153% des objectifs fixés.

Support institutionnel à l'industrie

v. Le plus grand obstacle au développement de l'industrie est le manque de personnel de gestion et de capacité de formation. La situation dans un futur proche devrait s'améliorer considérablement, car il y a environ 10 000 étudiants lao dans les pays socialistes. Il y a deux écoles techniques avec environ 1 000 étudiants, délivrant des certificats d'ouvrier qualifié et de technicien.

vi. On ne dispose pratiquement pas de services de vulgarisation si ce n'est ceux qui sont fournis par le personnel expatrié. L'établissement de services de vulgarisation desservant des branches d'une particulière importance, comme celle du bois, est recommandé. Le manque de service d'entretien et réparation, malgré les nombreux efforts internationaux, constitue un sérieux obstacle au développement industriel. La mission a pu constater le peu d'importance accordé en général aux problèmes d'entretien.

vii. On estime que les pays socialistes fournissent 50 à 70% de l'aide extérieure à l'industrie, surtout en nature, assistance technique et accords commerciaux bilatéraux. L'assistance extérieure totale a été estimée à 100 à 130 millions de dollars par an pendant la période 1979/80, dont environ 20% sont allés à l'industrie.

Commerce extérieur

viii. Les échanges avec l'extérieur jouent un rôle important dans l'économie lao. En 1980, les importations (dont 42% ont été financés par l'aide extérieure) ont représenté 38% du PIB, tandis que pour les exportations, ce pourcentage était de 11%. Ces échanges étaient jusqu'en 1975 effectués presque exclusivement avec des économies de marché, surtout la Thaïlande, mais depuis la révolution ils se font de plus en plus avec les pays d'économie planifiée.

ix. Toutes les opérations commerciales avec l'extérieur sont placées sous le monopole de la SCL sauf pour un nombre de produits qui peuvent être importés par des entreprises de commerce privées.

x. Le déficit du commerce extérieur a passé de 46,5 millions de dollars en 1978 à 98,5 en 1981. L'équilibre de la balance de paiements a été seulement possible grâce aux montants croissants d'assistance extérieure. Le commerce sous accords de "clearing" avec les pays socialistes prend une importance de plus en plus grande.

xi. Le secteur des transports continue à être une des importantes contraintes au développement du pays. Les réseaux routiers internes et internationaux sont inadéquats. La reconstruction de la RN9 qui relie Vientiane avec le port de Da Nang au Viet Nam est considérée comme prioritaire par le gouvernement.

Financement de l'industrie

xii. Les fonds d'investissement pour l'industrie, mines, énergie et commerce ont augmenté de 610% entre 1979 et 1982 tandis que les transferts au budget national de ces secteurs ont augmenté de 370% seulement. Les allocations plus importantes prévues pour l'industrie n'ont cependant pas encore trouvé des moyens de financement. Les fonds de roulement sont fixés pour chaque entreprise sur la base de ses objectifs de production; la moitié de la somme accordée est incluse dans le budget et la Banque d'Etat est autorisée à établir un crédit pour l'autre moitié.

xiii. La Banque d'Etat est à présent la seule banque de la République démocratique populaire lao. Elle comprend entre autres les départements de la Banque spéciale qui fonctionne comme une Trésorerie et la Banque de commerce extérieur lao.

xiv. Les entreprises conjointes (associés étrangers et gouvernement lao) sont une source possible de financement pour l'industrie.

xv. Du point de vue financier, les obstacles au développement industriel sont le manque de ressources en devises, le manque de rapports comptables et la capacité réduite de développement et d'exécution de projets. La formation en comptabilité, la continuation de l'autonomie financière des entreprises et l'établissement d'un département pour le développement et l'exécution de projets au sein de la Banque d'Etat sont recommandés; département qui serait l'embryon d'une banque de développement.

Obstacles au développement

xvi. Les obstacles au développement industriel peuvent être classés en deux groupes, selon leur origine: ceux qui sont liés à la nouvelle orientation de l'économie et les obstacles structurels.

xvii. La première catégorie d'obstacles a trait aux ressources humaines, aux devises et au manque de mise au point du système de planification. Les obstacles structurels se réfèrent au degré de développement du pays et à son isolement géographique.

Perspectives pour le développement industriel

xviii. Pendant le plan quinquennal actuel, le développement industriel se basera surtout sur les unités existantes, sans grandes modifications structurelles. Il paraît que la préparation du deuxième plan quinquennal n'a pas été encore entamée. Cependant il paraît que l'industrie aurait une haute priorité. Pour la période couverte par le deuxième plan, on pourrait envisager un double objectif à atteindre par l'industrie:

- a) D'industries demandant de forts investissements, ajoutant de la valeur à des matières premières primaires locales et orienté en grande partie

vers l'exportation, qui constitueraient le vrai moteur du développement industriel.

- b) D'industries dérivant des industries actuelles de substitution d'importations, d'une plus petite dimension que la catégorie précédente, apportant une valeur ajoutée plus importante qu'à présent.

Suggestions d'aide au développement industriel

xix. Un effort d'aide au secteur industriel doit suivre les objectifs décrits précédemment. Il doit être intégré verticalement de façon à assurer que tous les intrants de production soient disponibles et qu'une efficace commercialisation assure l'écoulement des produits. Un certain degré d'intégration horizontale est aussi nécessaire pour assurer que tous les services requis soient disponibles. La fixation des prix des matières premières et produits finis devra faire l'objet d'une attention particulière dans le développement du programme d'aide.

xx. La mission a identifié un nombre de branches industrielles où un programme d'aide à l'industrie (financement et assistance technique) pourrait être établi: scieries, tabac, sucre, coton et soie, extraction et traitement de minéraux et réhabilitation d'usines. Une décision devrait être prise sur la priorité à donner à ces domaines économiques. Une fois cette décision prise, et deux ou trois domaines choisis, des études plus approfondies devraient suivre pour préparer en détail le programme.

I. ANALYSE DU SECTEUR DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

A. Rôle de l'industrie dans l'économie lao

1. La République démocratique populaire lao est un pays surtout agricole. Les activités industrielles y sont mal intégrées et occupent une place modeste. Les industries en place aujourd'hui datent de la période d'accalmie qui a suivi les accords de Genève de 1954. Attirés par un milieu pratiquement sans industrie et protégé par l'isolement, des entrepreneurs, pour la plupart étrangers, se sont installés dans la région de Vientiane à partir de la fin des années 50. Ils y ont créé de petites unités industrielles et de petits ateliers. Il s'agissait alors d'alimenter en biens de consommation légers le pouvoir d'achat résultant en partie des exportations de produits primaires (mais surtout de l'aide étrangère) et de fournir des services et des articles divers à l'agriculture commerciale.
2. Ces unités industrielles dépendaient presque complètement de l'étranger pour leurs approvisionnements et de Vientiane, c'est-à-dire des détenteurs de revenus provenant des fonds publics et de la commercialisation des produits agricoles, pour ses marchés. Il ne pouvait donc s'agir que d'une industrie marginale tant par la taille que par le rayonnement dans le pays. Quant à la dynamique du système, elle était entièrement dépendante des apports de l'étranger (importations de matières à transformer, comblement du déficit budgétaire). Faute d'une impulsion provenant des exportations agricoles, qui ne s'est pas produite parce que, en raison de la situation géographique de la République démocratique populaire lao, les exportations lao ne pouvaient entrer en compétition avec les exportations concurrentes de l'Asie du Sud-Est, c'est essentiellement à l'aide étrangère que revenait le soin d'assurer le financement extérieur du pays.
3. En 1973, époque où il semble que l'industrie ait atteint son plus haut niveau de développement, le secteur manufacturier se réduisait à quelques industries légères isolées du contexte économique. Seules l'industrie du bois, grâce aux ressources forestières, dont les produits pouvaient être exportés, et les riseries, qui satisfaisaient aux besoins de la population, étaient susceptibles de contribuer au développement des ressources locales.
4. Avec le changement de régime, les flux alimentant le circuit décrit ci-dessus ont été déconnectés. L'aide étrangère en devises, sans se tarir tout à fait, s'est beaucoup réduite, tandis que de fréquents incidents frontaliers perturbaient le transport international des marchandises.
5. Les flux intérieurs ont, eux aussi, été affectés. L'émigration d'une grande partie des agents sur qui reposaient la coordination et la vie économique en général a fortement affaibli l'interdépendance économique de la République démocratique populaire lao ainsi que sa capacité à résoudre des problèmes nouveaux.

6. Par ailleurs, la politique redistributive qui s'appuyait sur la fourniture obligatoire de quotas agricoles à des prix administrés adoptée dans un premier temps par le nouveau régime (et modifiée peu après) a désorganisé les flux provenant de la commercialisation des produits agricoles.

7. A la suite de ces perturbations, l'activité industrielle s'est réduite à environ un dixième de son niveau de 1973. Aujourd'hui encore, malgré une amélioration, on peut dire que l'activité industrielle reste en veilleuse. Tout ce qui est nécessaire pour faire tourner les usines manque, qu'il s'agisse d'approvisionnements de toutes sortes, de personnel qualifié, de maintenance, de services (dessins, analyses, tests, rationalisation, etc.), de moyens de transport, de marchés solvables. Plusieurs unités industrielles ont complètement ou partiellement arrêté leur production (sandales en plastique, allumettes, zingage de tôles, PVC, etc.) pour cause de ruptures de stock de matières premières, de réparations majeures, de manque de pièces de rechange. Toutes les unités travaillent bien en-dessous de leur capacité. D'autre part, étant donné la diminution considérable de l'activité économique, la demande a baissé par rapport au niveau de 1973.

8. Mesuré selon le Système de Produit Matériel (SPM), la part de l'industrie dans le revenu national brut atteignait 5,4% en 1981. Si l'on prend comme référence la valeur moyenne de la part du produit industriel brut dans les pays en développement les moins avancés (PMA), (9% en 1978), on voit que le degré d'industrialisation de la République démocratique populaire lao est très faible. Même si la part de l'industrie dans le produit industriel brut et du revenu national (SMP) sont des ratios différents, on peut considérer qu'ils sont à peu près équivalents.

9. Le rôle de l'industrie, cependant, est appelé à se renforcer. Le décret no. 408 du Conseil des Ministres stipule que la production industrielle atteinte en 1980 devra être multipliée par un coefficient allant de 2 à 2,2 au cours du plan quinquennal 1981-1985. Il s'agit là de l'accroissement le plus important mentionné dans le Plan. Le produit social, par exemple, ne sera multiplié que par un coefficient de 1,65 à 1,68; la production agricole par un coefficient 1,23 à 1,24; le transport routier par un coefficient 1,80 à 1,85. Si ces objectifs se réalisaient, la part de l'industrie dans le revenu national atteindrait 8,2% en 1985. Ce taux serait inférieur à celui des PMA, en moyenne, mais le changement structurel impliqué en une période aussi courte pourrait être considéré comme important.

10. Le développement projeté de l'industrie se traduit en termes financiers par une allocation de 18% du budget d'investissement 1982 aux secteurs industrie, mines, énergie et commerce en regard d'une allocation de seulement 6% en 1980 et de 16% en 1981 (voir annexe I).

11. Ce n'est pas seulement dans sa contribution au produit intérieur que le rôle de l'industrie est supposé changer, mais aussi dans sa participation au processus de développement. A l'avenir, l'industrie ne doit plus être axée sur la demande

monétaire d'une mince couche de la population mais sur les besoins essentiels des masses. Il faudra mettre l'accent sur la transformation des matières premières locales plutôt que sur celle de matières importées. L'accumulation de capital ne doit plus être alimentée par l'aide étrangère mais par les exportations de produits primaires transformés localement.

12. Evidemment, il y a loin de la coupe aux lèvres. Le pays a cependant des atouts dans son jeu. Il dispose de grandes et précieuses ressources forestières et minières; l'hydro-electricité est capable d'assurer une entrée appréciable de devises (voir Annexe VIII) et est en train de rendre les besoins directs de l'industrie indépendants de l'énergie importée. Le ratio terres arables/habitants est favorable et permet de diversifier les spéculations sur les produits industrialisables.

B. Localisation industrielle

13. On distingue dans la République démocratique populaire lao trois catégories d'industries selon l'organisme qui a la responsabilité de gestion et de direction de ces industries: il y a les industries placées sous la responsabilité du Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt (MIAF), les industries placées sous la responsabilité des autorités provinciales et les industries répondant de la juridiction d'autres Ministères.

14. Les industries placées sous la responsabilité du Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt forment le gros du secteur moderne de l'industrie lao (à l'exception de l'usine d'aliments pour bétail, de quelques rizeries et scieries). Ces industries ne sont pas très nombreuses (18 unités en tout 1/, certaines groupées sur un même site) mais de par leur taille et de par leur importance au plan national, elles représentent de très loin la plus grande part de la production industrielle (voir section C de ce chapitre). Toutes ces industries sont localisées dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres de Vientiane. Aussi sous la responsabilité du Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt sont les scieries des Sociétés forestières d'état.

15. Les industries dépendant des autorités provinciales desservent leur province respective et y sont localisées. Les unités industrielles provinciales sont plus nombreuses que les unités nationales mais de taille beaucoup plus réduite. En fait, dans la plupart des cas, il s'agit plutôt de petits ateliers artisanaux que d'unités industrielles. Cette fois encore, c'est dans la province de Vientiane et, plus précisément, dans les alentours de Vientiane, que l'on retrouve la plupart des implantations: unités de production de sel, café, réparation de réfrigérateurs, ameublement, vannerie, briques, outils agricoles, céramiques, tissage, savon, vermicelle, glace

1/ Y compris, en tant qu'une unité, un groupe de coopératives artisanales produisant des tissus traditionnels ainsi que des bijoux en argent et en ivoire.

industrielle, alcool. Après Vientiane, c'est dans la province de Savannakhet que l'on trouve les plus nombreuses et les plus importantes unités provinciales, fabriquant sacs en plastique, outils agricoles, sel, craie, boissons gazeuses, sauce de poisson, gâteaux et bonbons, pain, vermicelle. Vient ensuite, toujours par ordre d'importance, la province de Champassac avec unités de tissage, outils agricoles, ateliers de réparation, briques, farine de manioc, sauce de poisson, pain, glace industrielle, vermicelle, gâteaux, vêtements. Enfin, la dernière province où il y a des unités de quelque importance est Louang Prabang où on produit: gâteaux, vêtements, ameublements, outils agricoles, glace industrielle.

16. La troisième catégorie d'industries, celles qui dépendent des autres Ministères, se retrouvent, elles aussi, pour la plupart, dans la province de Vientiane: usines d'aliments pour bétail (Ministère de l'agriculture), rizeries (Ministère du commerce), articles scolaires (Ministère de l'éducation nationale).

17. Pour se former une idée quantitative de la distribution géographique des implantations, on se référera au tableau 1 qui montre la distribution par province de la valeur de la production industrielle.

Tableau 1. Valeur de la production industrielle, 1981

(en millions de NK)

Provinces	Industries "nationales"	Industries provinciales	Autres industries
Vientiane	183	21	...
Savannakhet	-	12	...
Champassac	-	6	...
Louang Prabang	-	2	...
Autres provinces	-	...	...
Total	183	41	...

Source: Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt

18. De la lecture du tableau 1, on peut conclure qu'environ 90% de la valeur de la production industrielle sont réalisés à Vientiane, 10% dans les autres provinces. Il existe aussi une importante production artisanale peu connue, parsemée un peu partout dans le pays, mais plutôt concentrée dans la province de Vientiane, engagée dans la production de simples articles de fer, d'habillement, de meubles en rotin et en bois, de vannerie, produits en cuir, tissage et broderie.

C. Production industrielle

Valeur et volume de la production

19. Des chiffres de production industrielle ventilés par unité de production n'ont été mis à la disposition des experts que dans le cas des industries relevant du Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt. Les informations obtenues couvrent deux années: pour 1981, on dispose de chiffres réalisés, pour 1982 de chiffres projetés (voir Annexe II).

20. En ce qui concerne les industries provinciales, on ne dispose que de chiffres globaux et, pour quelques provinces, de la valeur de la production en 1981. A titre d'exemple des volumes de production pouvant être réalisés dans les unités provinciales, il convient de mentionner que l'usine d'outils agricoles de Vientiane peut produire 25 t de clous, 1 700 seaux, 2 100 arrosoirs, 4 200 petits outils divers et 12 000 morceaux de craie par mois. La briqueterie produit 7 millions de briques par an. Le seul usine de départage de café encore en fonction dans le pays en 1982 traite 300 t de café par an. Pour les scieries, on suppose que sur environ 80 scieries existantes, 37 sont en opération, dont 12 dans le région de Vientiane. La production en 1981 aurait été d'environ 30 000 m³ de bois scié dont 18 000 m³ pour les scieries de Vientiane. Il y aurait dans le pays une centaine de rizeries situées pour la plupart dans la plaine de Vientiane. Ces unités sont insuffisantes en nombre et en trop mauvais état pour transformer plus de 200 000 t de riz par an, bien que la réhabilitation de quelques unes soit en cours (voir para. 181). L'usine d'aliments pour bétail a enregistré une production de 3 050 t en 1981.

Valeur ajoutée de la production

21. Le plan industriel pour l'année 1982 permet d'établir une approximation de la valeur ajoutée prévue en soustrayant la valeur des matières premières et de l'énergie de la valeur de la production aux prix du marché (voir Annexe III). Il n'a pas été possible, faute de chiffres, de faire la même opération pour la valeur ajoutée effectivement réalisée en 1981.

22. On voit que trois entreprises qui produisent: l'une bois, rotin et contreplaqué, l'autre bière et eaux gazeuses et la troisième des cigarettes, réalisent ensemble 82% de la valeur ajoutée par les industries nationales, ce qui doit faire environ 60% de la valeur ajoutée par toutes les unités manufacturières de la République démocratique populaire lao.

23. On constate aussi que la valeur ajoutée totale (204 millions de NK) est vraiment très modeste. Le plan 1982 a été élaboré alors que le taux financier était de 10NK pour un dollar. A ce taux et selon ces objectifs, le secteur moderne de l'industrie lao est donc censé réaliser une valeur ajoutée de 20,4 millions de dollars. Cependant, on tend à exagérer la valeur ajoutée en ne soustrayant, comme il a été fait jusqu'ici, que la valeur des matières premières et de l'énergie de la valeur de la production.

24. Dans un cas unique, mais important, puisqu'il s'agit de l'usine de cigarettes, les experts ont pu obtenir des détails concernant la valeur ajoutée et sa distribution. Ici encore, il s'agit d'une information portant sur les objectifs 1982 et non sur des résultats acquis.

25. Les coûts de production prévisionnels de l'usine se décomposent comme suit:

	<u>En milliers de NK</u>
Matières premières	71 176
Energie	11 885
Amortissement, entretien	3 979
Salaires ouvriers	2 242
Gestion administrative	2 542
Total	91 824

Un bénéfice atteignant 10% du coût, soit 9 182 000 NK est prévu. Les taxes et les frais de timbres s'élèveront à 63 415 000 NK.

26. Si l'on définit la valeur ajoutée comme étant la différence entre la valeur de la production aux prix du marché (164 424 000 NK) et la valeur des matières premières, l'énergie et l'amortissement (87 140 000 NK) on obtient une valeur de 77 384 000 NK, naturellement moins élevée que le chiffre consigné dans l'Annexe III, puisque cette fois les amortissements et l'entretien sont, eux aussi, déduits. Cette valeur ajoutée se distribue de la façon suivante (en milliers de NK):

	<u>En milliers de NK</u>	<u>En %</u>
Salaires	4 784	6
Bénéfices	9 182	12
Taxes	63 418	82

Les salaires des ouvriers et des employés sont ici combinés.

Capacité de production

27. Quant à la capacité de production de l'industrie lao, on sait seulement qu'elle est actuellement bien inférieure à ce qu'elle était en 1973. En effet, ce n'est pas seulement la capacité de production qui a baissé depuis cette époque, mais aussi la capacité de l'appareil productif. Si on entend capacité de production au sens restreint de "capacité de production théorique d'un parc de machines qui serait convenablement utilisé par une main-d'oeuvre qualifiée et auquel ne manquerait aucun intrant complémentaire", on est amené à noter une certaine perte de capacité, puisque les machines et les équipements observés par les experts présentent des signes de détérioration, dus à l'âge ou au manque d'entretien dans certains cas. Si on entend capacité de production au sens plus large de "capacité effective de l'appareil de production existant", on note une perte de capacité très importante. Le système industriel en place aujourd'hui a perdu un grand nombre de cadres et a perdu une grande part de son aptitude à s'approvisionner. Il ne pourra les remplacer qu'au prix de temps et d'efforts qui ne peuvent absolument pas être considérés comme une simple réactivation d'une capacité latente. Ceci dit, on peut prendre pour approximation de la capacité de production au sens strict les objectifs du Plan

1982 (voir Annexe II). Ces objectifs correspondent sans doute au maximum réalisable avec le parc industriel disponible; il reste à voir s'il agit d'une capacité effectivement mobilisable.

D. Facteurs de production

La main-d'oeuvre

28. Il ne doit pas y avoir plus de 8 000 personnes travaillant directement dans le secteur formel de l'industrie manufacturière. On arrive à ce chiffre de la façon suivante. En ce qui concerne les unités industrielles dépendant du Ministère de l'industrie, le Plan 1982 prévoit un total de près de 3 000 travailleurs (voir Annexe IV); on note en passant que plus de la moitié de cet effectif se regroupe dans les trois grandes unités (bois, rotin, contreplaqué; bières et eaux gazeuses; cigarettes). A ce chiffre il faut ajouter les travailleurs employés dans l'usine d'aliments pour bétail (102), dans les scieries et les rizeries (de 1 500 à 2 500 personnes), dans les usines de province (de 500 à 1 500 personnes). Le tout ne dépasse pas 8 000 personnes - ce qui représente environ 0,5% de la force de travail du pays.

29. Il faut remarquer que la main d'oeuvre industrielle est dans une large mesure en situation de chômage technique. Certes, les nouveaux rapports de production ne permettent pas de subordonner l'emploi au profit, et donc de suspendre le paiement des salaires, mais il reste que, l'industrie tournant au ralenti, les travailleurs sont bien loin d'être occupés à plein temps. Les experts ont pu constater que certaines unités, fermées depuis plusieurs mois, n'emploient activement qu'un ou deux gardiens, mais sont obligés de maintenir les effectifs au complet sur les états de paye. Quant aux unités qui fonctionnent, certaines travaillent à un rythme si lent que, là encore, on peut parler de chômage déguisé. C'est le cas, par exemple, de l'usine d'aliments pour bétail, où la totalité de la production de 1981 aurait pu être produite en seulement 30 h de production à pleine capacité, mais qui a maintenu au complet durant toute cette année-là, son effectif normal de 22 employés et 80 ouvriers.

30. Il est à redouter que, maintenue longtemps dans cette inactivité partielle ou totale, la force productive industrielle diminuera en raison du manque de pratique. Si la relance tardait beaucoup, il pourrait arriver, que de l'actuelle pléthore de travailleurs ayant une certaine expérience industrielle on passe à une pénurie.

31. Si l'industrie ne trouve pas à employer ces travailleurs, c'est entre autres, parce qu'elle souffre d'un manque grave de personnel qualifié: gestionnaires, techniciens, innovateurs capables de résoudre des problèmes techniques non routiniers, d'introduire des améliorations dans les procédés et les produits, d'organiser la cohésion interne des unités ainsi que leur intégration au reste de l'économie.

Les autres intrants

32. L'industrie dépend très largement de l'extérieur pour ses intrants de toutes sortes (équipements, pièces de rechange, matières premières, etc.). Seule l'énergie tend à devenir une exception. Depuis la mise en production du barrage de Nam Ngum, l'industrie adopte systématiquement une politique d'électrification. Partout où cela est possible, les moteurs électriques remplacent d'autres systèmes. Cette substitution va très vite et il semble que dans la province de Vientiane l'industrie sera bientôt dans une très large mesure alimentée par l'énergie électrique. A ce propos, il convient de signaler que cette énergie est fournie à un tarif extrêmement bas aux industries d'Etat (0,23 NK/kWh)^{2/}.

33. Les équipements et pièces de rechange proviennent exclusivement de l'étranger, bien qu'une production d'équipement lourd, notamment pour une usine de ciment, ait été amorcée peu avant la révolution, mais abandonnée après. La disponibilité de ces catégories d'intrants est soumise à deux restrictions sévères: le manque de devises et les difficultés d'acheminement. Ces dernières ne sont pas seulement physiques et économiques (lenteur et coût du transport) mais s'assortissent, dans le cas du transport passant par la Thaïlande, de difficultés politiques sérieuses qui vont du blocage de la frontière à l'interdiction de transit. Il faut remarquer que la dépendance en équipements et pièces de rechange est ressentie d'autant plus durement que, d'une part, la qualité de la maintenance est faible et que, d'autre part, le parc industriel est assez vieux (peu de matériel neuf depuis 1973).

34. En ce qui concerne les matières premières, il faut faire une distinction entre matières premières industrielles et matières premières primaires. Dans le premier cas, la dépendance envers l'extérieur est absolue, l'usine de zingage de tôles importe toutes les tôles qu'elle transforme, l'usine de détergent importe tous les détergents qu'elle conditionne, l'usine de plastique importe tout le PVC qu'elle traite, l'usine de céramique importe tout le plomb, l'oxyde de zinc et le cobalt qu'elle utilise, etc. Dans le deuxième cas, la dépendance est moins complète. Il existe un groupe d'entreprises qui transforment exclusivement des matières premières locales: bois scié, meubles, contre-plaqué, parquets, riz. Il existe un groupe d'entreprises dont les matières premières proviennent en partie de l'extérieur et en partie du secteur primaire national, c'est le cas des unités de production de cigarettes et d'aliments pour bétail. Enfin, il existe un dernier groupe d'unités qui dépendent totalement de l'extérieur: il s'agit de la brasserie (houblon) et des usines de tissage (coton).

35. La stratégie du plan quinquennal consiste précisément à renforcer l'intégration industrie/secteur primaire, en approvisionnant les industries des deux derniers groupes mentionnés ci-dessus à partir de la production nationale. En principe, cet objectif paraît réalisable mais, en fait, les difficultés de coordination qu'implique un développement de type agro-industriel pèseront

^{2/} Pour les privées le tarif est de 0,40 NK tandis qu'il est de 0,10 NK pour les employés publics. Le tarif d'exportation est de 3 cts de dollar/kWh ce qui correspond à 1,05 NK.

lourdement, comme le montre l'usine d'aliments pour bétail, commencée en 1977, terminée en 1979, qui avait pour objectif de vivre sur le pays et qui, pourtant, doit importer 95% de ses matières premières, dont le maïs, le soja, le son, la noix de coco séchée, que rien en principe n'empêche de produire localement.

36. Une liste des montants en devises requis par les unités dépendant du Ministère de l'industrie et du commerce figure à l'annexe IV. Le total atteint près de 6,5 millions de dollars, auxquels il faut ajouter 2 millions pour les industries provinciales. C'est donc, pour ces deux catégories, un total de 8,5 millions de dollars, qui est prévu pour 1982. Ce chiffre est à rapprocher de la valeur totale des exportations payées en devises, qui a été de 26,6 millions de dollars en 1981, ou de la valeur des exportations de produits manufacturés, qui a été inférieure à 0,5 million de dollars, pour mesurer la dépendance de l'industrie lao par rapport aux devises. En effet, à lui seul, le secteur manufacturier absorbera, selon le Plan, un tiers des devises que le pays s'est procuré en 1981 par ses exportations officielles tout en n'y ayant contribué que pour moins de 2%. Mais les entrées de devises dues aux exportations ne représentent que 23% du déficit en compte courant de la balance des paiements, le reste étant financé par le troc ou par l'aide étrangère. On voit donc que le pays consent un gros effort en faveur du secteur manufacturier en lui allouant une part aussi généreuse de ses ressources en devises, et on voit aussi que cet effort ne pourra être soutenu qu'aussi longtemps que l'aide étrangère complètera d'une façon ou d'une autre ces ressources.

37. A partir de cette observation, il n'est pas difficile d'inférer que l'orientation stratégique majeure qui s'impose au développement industriel est d'équilibrer le bilan en devises des industries. Concrètement, cela revient à donner la priorité aux industries qui sauront épargner ou gagner au pays les devises dont il a besoin, c'est-à-dire les industries transformatrices de matières premières locales, dont les produits (bois scié, meubles et contre-plaqué en bois fins, tabac de haute qualité) sont très demandés sur les marchés internationaux.

E. Gestion, prix, marchés

Gestion et prix

38. Bien que toutes les entreprises opèrent dans le cadre étroit tracé par les prévisions comptables du Plan, le problème posé par la gestion des entreprises reste la plus importante contrainte au développement industriel. Le Plan fixe les objectifs de production et alloue les ressources correspondantes aux entreprises. Ces ressources proviennent entièrement du budget national, quand il s'agit de financer l'expansion; pour moitié du budget et pour moitié de la banque, quand il s'agit de financer le capital circulant. Les entreprises sont autorisées à faire un profit équivalent à 10% de leur coût de production et doivent incorporer dans leur prix de vente les taxes éventuelles à la consommation.

39. Pour analyser la formation des prix, prenons l'exemple de l'usine de cigarettes qui est la plus grande unité manufacturière du pays, représentant environ un quart de la valeur ajoutée totale de l'industrie (Tableau 2). Selon le Plan 1982, les prix de production de cette unité s'établiront de la façon suivante:

Tableau 2. Analyse des coûts de production de l'usine de cigarettes

<u>Coûts de production</u>	<u>En milliers de NK</u>
Matières premières	71 176
Energie (fuel, bois, électricité)	11 885
Amortissement et réparations	3 153
Entretien	826
Salaires	2 242
Gestion administrative (y compris service de distribution)	2 524
Total	91 824
<u>Bénéfice (10%)</u>	9 128
<u>Taxes à la consommation 1/</u>	
(50% sur les cigarettes de luxe, 30% sur les cigarettes ordinaires)	62 925
<u>Timbres</u>	493
Total général	164 424

40. L'entreprise versera 60% de son bénéfice au budget national et conservera 40% qui sera affectée de la façon suivante:

	<u>En %</u>
Investissements	50
Fonds social de l'entreprise	30
Primes aux travailleurs	20

41. Sur la base de ces prévisions, un comité des prix, comprenant des représentants du Plan, du Ministère des finances et du Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt, détermine les prix des produits. Si le prix fixé ne couvre pas le prix de production, des subsides seront alloués. En cours d'exercice, il se peut que l'entreprise éprouve des difficultés à réaliser son programme. Elle peut alors en demander la révision. Un comité est alors formé pour examiner le bien-fondé de cette requête et décider de la suite à donner.

1/ Pourcentages sur les prix au consommateur

42. La partie réservée aux taxes est variable et peut être considérable, comme dans le cas du bois scié exporté, dont la structure de prix est la suivante:

	<u>Ex %</u>
Taxe	36
Taxe d'exportation	25
Commission SCL	1
Commission BCEL	1
Autres commissions	1
TCA	4
Timbre	0,03
A l'entreprise, qui doit encore payer de cette fraction un montant pour amortissements	32

43. La gestion journalière est laissée au directeur de l'entreprise et au comité des travailleurs. Pour les décisions majeures, c'est-à-dire celles qui affectent l'emploi, les investissements, les ventes, les achats, les contrats, il faut distinguer trois cas.

a) Entreprises privées

Les entreprises privées, telles que: une fabrique de meubles, la fabrique d'outils agricoles, la fabrique d'allumettes, proposent des objectifs en ce conformant aux vues du Plan. Si ces objectifs sont approuvés, les entreprises privées auront accès aux facteurs de production disponibles dans le cadre de la répartition prévue par le Plan. A l'intérieur de cette marge, les entreprises privées sont autonomes en matière d'emploi, de salaires, d'investissement, d'utilisation des profits.

b) Industries gérées par les ministères ou les autorités provinciales

Là, point d'autonomie: une fois le plan fixé, ce sont les fonctionnaires du Ministère de l'industrie ou de la province qui sont les seuls compétents pour les transactions et pour les décisions non strictement routinières.

c) Les trois grandes unités de production lao

Les trois grandes unités (bières et eaux gazeuses; cigarettes; bois, rotin, contre-plaqué 1/) passent en ce moment par une phase expérimentale; elles ont une autonomie plus large que celle des autres entreprises du secteur public. Elles se sont vues accorder le droit de conclure elles-mêmes certaines transactions avec des fournisseurs et acheteurs ainsi que le droit de retenir une partie des profits.

1/ Cette dernière, bien qu'entreprise "nationale", est restée propriété privée jusqu'à récemment. Son ancien propriétaire participe encore à sa gestion.

Si cette expérience est couronné de succès, une autonomie élargie pourrait être progressivement étendue aux autres unités manufacturières. Bien que cette décentralisation soit reconnue en principe comme une mesure allant dans le sens de l'efficacité, il faut reconnaître avec les autorités que la prudence est nécessaire dans ce domaine, étant donné la pénurie de cadres capables de prendre des initiatives tout en maintenant les orientations du Plan.

Distribution

44. La gestion centralisée prévoit que les entreprises, à l'exception des trois plus grandes, ne se chargent pas elles-mêmes de leurs transactions avec l'extérieur (vente de leurs produits, achats de leurs inputs), mais s'en remettent à la Société de commerce lao (SCL).

45. Les produits industriels sont distribués dans trois circuits intérieurs.

- Le premier, sans doute le plus important, concerne la distribution du riz usiné et consiste en un système de rations mensuelles auxquelles ont droit les employés du secteur public. Ces rations sont vendues à un prix beaucoup plus bas que sur le marché libre et sont souvent remises en circulation sur le marché parallèle.
- Le deuxième circuit consiste en un réseau de magasins d'Etat, censés couvrir tout le pays mais pour l'instant surtout concentrés à Vientiane, qui doivent tenir à la disposition de la population un stock d'objets de consommation de base offerts aux prix officiels, plus proches des prix du marché libre que dans le cas du riz.
- Le troisième circuit est le marché libre: petits commerçants écoulant des cigarettes, des objets en plastique, des détergents; coopératives agricoles achetant des outils ou des objets en céramique, etc. Le marché libre est également alimenté par des importations privées de biens faisant la concurrence à certains produits nationaux, tels que cigarettes, bières, tissus, objets en plastique, riz, etc. Etant donné les limitations qui pèsent sur l'offre nationale, il semble d'ailleurs que les importations ne prennent pas la place des produits nationaux, mais plutôt les complètent.

46. En ce qui concerne le marché extérieur, c'est encore à la SCL qu'incombe la distribution, sauf dans le cas des trois grandes unités mentionnées plus haut. Il faut dire que les exportations de produits industriels ont été jusqu'à présent très limitées. Au cours de 1981, on signale l'exportation de faibles quantités de rotin, de bois de parquet, de contre-plaqué, de meubles et de 5 000 caisses de cigarettes vendues au Viet Nam.

II. LA PLANIFICATION INDUSTRIELLE

A. Elaboration du Plan

47. Le plan quinquennal comporte des objectifs à atteindre au terme d'une période de cinq ans et des plans annuels qui fixent les mesures concrètes par lesquelles on se rapproche de ces objectifs. Pour l'instant, seuls les deux premiers plans annuels sont connus. Ces plans portent la marque d'un problème immédiat de la République démocratique populaire lao qui est de remettre en marche, dans les conditions nouvelles, l'appareil productif hérité de l'ancien régime. C'est ainsi qu'il n'y a pas de nouvelles unités prévues dans ces plans mais seulement des expansions d'unités existantes. Il y a un manque d'expérience en matière de création de nouvelles industries. La seule unité entreprise depuis la révolution est l'usine d'aliments pour bétails, qui, semble-t-il, a été conçue, financée et mise en service grâce à l'aide étrangère.

48. Les objectifs globaux économiques et sociaux de développement sont fixés par l'assemblée du parti et exprimés dans des résolutions. En application de ces résolutions, le Conseil des ministres établit des directives qui forment, notamment, les objectifs que l'industrie devra atteindre au terme du plan quinquennal. Les objectifs ainsi précisés pour l'industrie comportent un aspect quantitatif (augmenter de 120% la production du secteur) et un aspect qualitatif (améliorer l'efficacité de l'industrie et la qualité de ses produits, mettre l'accent sur le potentiel national, notamment en ressources naturelles, et utiliser le secteur primaire comme base pour l'industrialisation).

49. Du moins en ce qui concerne l'industrie, et comme il a été mentionné ci-dessus, le plan quinquennal ne semble contenir rien de plus que ces objectifs généraux 1/.

50. La procédure d'élaboration des plans annuels est itérative. Elle s'amorce par une phase de consultation au cours de laquelle le Ministère de l'industrie, de l'artisanat et de la forêt, les autorités provinciales et le Comité du Plan établissent une première approximation des objectifs à réaliser par le secteur industriel. Le cadre ainsi établi sert de référence aux unités industrielles. Celles-ci ont la charge de dégager les niveaux de production à atteindre dans l'année, ainsi que la liste détaillée des moyens nécessaires pour atteindre ces niveaux. Ces moyens sont à exprimer tant en termes réels (matières premières, énergie, pièces, machines, main-d'oeuvre, etc.) qu'en termes financiers (fonds de roulement et investissements), en monnaie nationale et en devises étrangères. Les unités industrielles sont mal et inégalement équipées pour cette tâche. Les déficiences les plus graves se situent, semble-t-il, parmi les unités relevant des autorités provinciales.

1/ La mission n'a pas eu accès au Plan proprement dit mais seulement au décret n° 408 du Conseil des ministres.

51. Au terme de cet exercice, le Ministère de l'industrie transmet au Comité du Plan un plan sectoriel comprenant les objectifs annuels par unité industrielle et leurs implications en terme de ressources nécessaires (voir annexe II). Le Comité du Plan centralise les divers plans sectoriels et les consolide en un plan global (la consolidation ne va pas très loin puisqu'elle n'inclut même pas, paraît-il, une vérification de la comptabilité globale des besoins individuels). Le Plan global est soumis au Ministère des finances qui détermine si les ressources budgétaires disponibles permettent, ou non, de réaliser le Plan. Si le Plan paraît réalisable, il est soumis au Conseil des ministres qui peut imposer des amendements (ceux-ci sont alors introduits en reprenant toute la procédure qui vient d'être décrite). Le Plan, une fois adopté par le Conseil des ministres, est soumis à l'assemblée populaire qui lui donne valeur légale en le votant.

B. Réalisation du Plan

52. Deux questions essentielles se posent ici à propos de la réalisation du Plan. Dans quelle mesure le Plan contribue-t-il à rationaliser l'allocation des ressources? Dans quelle mesure le Plan est-il effectivement exécuté?

53. Etant donné que le plan quinquennal entame à peine sa troisième année, il est encore trop tôt pour donner une réponse empirique à ces questions. Si on s'appuie sur un faisceau, sans aucun doute bien fragile, d'inductions et de conjectures, on est toutefois tenté de répondre que l'organisme du Plan n'est que imparfaitement exécuté. Il ne s'agit pas là d'une critique. L'appareil de planification est encore très peu rodé et il se trouve dans des conditions objectives difficiles qui l'empêchent d'être plus ambitieux et mieux exécuté.

54. Quelles sont ces conditions? Tout d'abord l'absence totale d'informations récurrentes et la pénurie générale d'informations quantitatives. Comme on l'a vu plus haut, la plupart des mécanismes traditionnels d'échange et de production ont été déconnectés et, de toutes façons, une nouvelle voie de développement a été choisie. Les planifications ne sont donc pas en mesure de s'appuyer sur les régularités du passé pour prévoir les événements à venir. Quant à l'information quantitative non récurrente, elle est très rare et de viabilité douteuse. Les experts, par exemple, ont eu l'occasion à plusieurs reprises de recueillir des chiffres très différents concernant une même caractéristique économique selon qu'ils obtenaient ces chiffres des responsables des unités industrielles ou de ceux des Ministères.

55. Une deuxième condition provient de la vulnérabilité de l'économie lao aux aléas de toutes sortes. La nouvelle stratégie de développement, qui consiste à brancher l'industrie sur le secteur primaire, a pour effet de cumuler la vulnérabilité externe du secteur industriel avec la vulnérabilité intrinsèque du secteur primaire. De plus, les circuits assurant la liaison entre ces deux secteurs (transports, marchés, etc.) ont été sérieusement perturbés par la guerre. Il en résulte un système à cohérence assez lâche entre des

parties fort exposées aux aléas. Dès lors, on comprend que la planification d'un tel système est nécessairement difficile à réaliser.

56. Une troisième condition qui vient entraver la bonne marche de la planification - peut-être la plus importante - est la manque de personnel qualifié. Le noyau de techniciens en place est trop réduit pour suffire à la tâche et ce n'est que depuis peu que les premiers jeunes envoyés à l'étranger commencent à revenir et à compléter les rangs.

57. Ces conditions réunies font que la planification en ce moment ait un rôle relativement effacé. La préparation des projets de production et d'expansion de capacité est pratiquement laissée aux unités industrielles et celle des projets nouveaux aux Ministères de l'industrie et du Plan. Bien qu'assistées parfois par des fonctionnaires du Plan, les unités industrielles sont bien loin d'avoir la compétence voulue pour dresser des plans, surtout des plans non répétitifs. Il en résulte une certaine faiblesse dans la qualité des projets et des plans. Une fois les projets réalisés, en ce moment le Plan agit plutôt comme courroie de transmission que comme organe de décision. Le Ministre des finances présente le cadre des ressources financières disponibles; si la somme des ressources requises dépasse ce cadre, les projets sont renvoyés au ministère pour ajustement. Selon ce qui a été rapporté aux experts, il n'y aurait pas, de la part de l'organisme du Plan lui-même, de sélection en fonction de l'intérêt général. Par conséquent, il n'y a aucune instance survolant le compartimentage sectoriel pour allouer les ressources en tenant compte des besoins et des moyens de toute l'économie. Il n'y a pas non plus d'instance capable de planifier des opérations intersectorielles puisque chaque secteur est pratiquement autonome dans l'élaboration de son plan. Cette lacune est particulièrement sérieuse dans le cas de la République démocratique populaire lao qui fonde sa stratégie de développement sur le couplage de l'industrie au secteur primaire.

58. La planification connaissant mal la réalité et ayant peu de prise sur les agencements réels, il n'est pas étonnant que le Plan ne soit exécuté que très approximativement ainsi que le montre l'annexe V, où est exprimé le degré de réalisation du Plan en valeur et en volume au moyen de pourcentages rapportant les objectifs réalisés aux objectifs prévus pour l'année 1981.

59. L'enseignement que l'on peut tirer de ces chiffres est le suivant : en moyenne, les unités industrielles relevant du Ministère de l'industrie et du commerce (sans aucun doute le secteur le mieux planifié de l'économie lao) réalisent 78,5% des objectifs physiques qui leur ont été fixés. Ce résultat semble indiquer une planification fidèlement exécutée mais il n'en est rien car il recouvre une très grande dispersion de résultats individuels. En fait, le coefficient de dispersion de cette distribution est de 0,94. Les résultats individuels sont compris entre 4% et 153% des objectifs fixés. En ce qui concerne les résultats en valeur, on obtient une moyenne de 112% et un coefficient de dispersion de 1,34.

60. Ce que ces chiffres suggèrent, c'est que, n'ayant pas la maîtrise des résultats réels, les planificateurs ajustent les résultats en valeur pour réaliser les équilibres entre offre et demande. Si cette hypothèse est vraie, on peut redouter que le système des prix, par le moyen duquel l'ajustement est effectué, perde bientôt toute utilité comme guide pour l'allocation des ressources. Cependant, avec le rodage du système et l'arrivée de planificateurs étudiant à l'étranger, la qualité et utilité de la planification sera substantiellement accrue.

C. Plan quinquennal 1986-1990

61. La préparation du prochain plan quinquennal 1986-1990 n'a pas, semble-t-il, encore été entamée. Etant donné que le secteur industriel est appelé à devenir le moteur du développement et que l'autosuffisance alimentaire complète devra être atteinte dans le cours du Plan courant, on peut penser que l'industrie aura la plus haute priorité dans le prochain plan et qu'elle recevra une part accrue des ressources d'investissement. Le système de planification sera alors sans doute plus rodé et le plan sera donc plus complet et détaillé en ce qui concerne les objectifs, les mesures politiques, les projets et les moyens financiers et humains nécessaires pour arriver au développement industriel prévu.

III. SUPPORT INSTITUTIONNEL A L'INDUSTRIE

A. Formation

62. Un obstacle considérable que l'industrie doit affronter est le manque de personnel de gestion qualifié. La plupart des gérants n'ont, semble-t-il, ni la formation, ni l'expérience requise. Des mesures pour atténuer ce problème, telles que l'organisation de cours accélérés en matières de gestion des affaires, en général, et de gestion industrielle, en particulier, n'ont pas été prises. La même situation se présente au niveau des techniciens et des ouvriers qualifiés. Il n'y a pas d'efforts de formation à ces niveaux, sauf l'entraînement prévu dans le cadre de certains projets de coopération (par exemple dans le projet de l'usine de meubles en coopération avec l'ONUDI et dans le projet de l'usine de contre-plaqué en coopération avec la Banque asiatique de développement et la FAO) et un entraînement d'ouvriers, peu nombreux, à l'école Pakpassak.

63. L'éducation nationale est organisée en trois niveaux d'une durée respective de cinq, trois, et trois ans. La participation à ces trois niveaux en 1980/81 était de 463.000, 62.000 et 10.000 étudiants respectivement. Le niveau de cet enseignement est faible. L'éducation à niveau universitaire est assurée par trois institutions qui enseignent la pédagogie, la médecine et les travaux publics.

64. En outre, il y a cinq écoles de formation professionnelle, à niveau post-primaire, qui offrent des programmes de deux ans en mécanique, maçonnerie, menuiserie, électricité, plomberie et construction mécanique. Deux écoles, décrites à la suite, assurent l'enseignement technique de niveau secondaire supérieur. L'Union soviétique finance une troisième école de ce niveau qui est en construction à Vientiane et aura de la place pour 500 élèves.

65. Au niveau universitaire et secondaire supérieur, l'espoir du gouvernement réside dans les quelque 10.000 élèves qui étudient dans les pays socialistes depuis 1976. Chaque année, de 1.500 à 2.000 élèves sont envoyés dans ces pays. On ne possède pas d'expérience sur le niveau de cet enseignement, car les premiers diplômés commencent seulement à rentrer dans le pays.

Le collège technique lao-allemand

66. Le collège technique lao-allemand a été établi en 1964 à Vientiane dans le cadre de l'aide fournie par la République fédérale d'Allemagne. Les cours, qui ont une durée de trois ans, s'adressent aux étudiants sortis des niveaux primaire/secondaire; les spécialisations suivantes sont enseignées : électricité, mécanique-auto, mécanique générale, soudage et plomberie.

67. Le collège - un internat - fonctionne au maximum de sa capacité. Au cours de l'année scolaire 1981 il y avait 51 professeurs et assistants et 26 fonctionnaires administratifs pour 407 élèves,

répartis comme suit :

1ère année	163
2ème année	136
3ème année	108

Le niveau des professeurs est peu élevé et ses assistants sont généralement des ouvriers.

68. Le pourcentage des étudiants de première année qui finissent par obtenir un diplôme est élevé et est estimé à plus de 80 pour les cours donnés après 1975. Les cours ont un niveau assez bas et sont trop académiques avec peu d'accent mis sur des travaux pratiques utiles. L'école a assez d'ateliers, mais son équipement est mal entretenu et peu utilisé.

69. Dans les dernières années, très peu de diplômés sont allés dans les usines, préférant poursuivre des études à l'étranger, enseigner au collège comme professeurs (positions pour lesquelles les meilleurs élèves sont choisis) ou devenir fonctionnaires dans les ministères.

70. Le collège fait quelques travaux pour des tiers (réparation de voitures, réfrigérateurs, services de plomberie). Ces travaux sont menés par les assistants et n'ont guère de rapport avec la fonction didactique.

Ecole technique Pakpassak

71. L'école technique Pakpassak a été créée en 1936 à Vientiane, et délivre un certificat d'ouvrier qualifié après un cycle de deux ans d'études (qui suivent les cinq ans d'école primaire) ou un certificat de technicien après un cycle de trois ans (qui suivent les cinq ans de l'école primaire plus trois ans d'école secondaire).

72. Pendant l'année scolaire 1981/82 il y avait 590 élèves au niveau d'ouvrier qualifié, distribués en douze sections : mécanique-moto, mécanique-auto, mécanique générale (tourneur-ajusteur), électricité générale, soudage, menuiserie, maçonnerie, horlogerie (réparation de montres), réparation électronique (postes radio et TV), comptabilité, économie ménagère. Il y avait, en plus, 360 élèves au niveau de technicien qui suivaient les sections de menuiserie, maçonnerie et comptabilité. Quatre-vingt sept de ces élèves étaient des ouvriers qui continuaient à être payés par l'usine à laquelle ils appartiennent. Quatre cents élèves venaient de la province et étaient internes. L'école a fait jusqu'à récemment des cours de trois mois pour des ouvriers (qui n'ont pas eu de suivi par manque de fonds) avec, semble-t-il, de bons résultats.

73. Il y a 135 professeurs à plein temps - la plupart ayant le niveau de technicien et une dizaine de licenciés. Les meilleurs étudiants deviennent eux-mêmes professeurs; les autres sont affectés selon les demandes des différents ministères. L'école bénéficie de l'assistance technique de la République démocratique allemande et de l'ONUDI mais il lui manque des locaux et des livres. Les laboratoires et les ateliers sont sous-utilisés et leur équipement est mal entretenu. L'enseignement dans cette école est plutôt académique et il y a peu de travaux pratiques.

B. Services de vulgarisation

74. Pour son développement, l'industrie manufacturière a besoin d'intrants technologiques, de dessins et de services de contrôle de la qualité. Pour l'industrie du meuble, par exemple, il faut connaître dessins, bois, colles, accessoires convenant le mieux à un produit et un marché déterminés. Certains de ces intrants peuvent être développés dans les usines mêmes et on peut s'en procurer d'autres auprès des services de vulgarisation. Etant donné la faible capacité technologique de la plupart des usines dans les pays les moins avancés on fait souvent appel aux services de vulgarisation.

75. En République démocratique populaire lao cette vulgarisation ne s'effectue que par l'intermédiaire de quelques conseillers expatriés, mais l'acquisition des connaissances est lente et incomplète. Quand le conseiller quitte le pays, on n'a aucune assurance que les connaissances soient restées. Selon les informations obtenues par les experts, au niveau des usines, les connaissances en matière de technologie, dessins, contrôle de la qualité et information sont à un niveau très bas.

76. Il n'y a pas non plus de services communs de vulgarisation industriels. Par conséquent, pour un projet concernant le développement ou l'établissement d'une usine, on ne peut compter que sur ses propres efforts pour s'assurer les informations, la technologie, les dessins et le contrôle de la qualité requis par sa production.

77. Etant donné l'intérêt économique de certaines activités industrielles comme, par exemple, l'industrie du bois, il serait souhaitable de considérer la possibilité d'établir un service de vulgarisation dont profiteraient plusieurs entreprises de la même branche et qui, en même temps, éviterait la répétition d'efforts au niveau de chaque usine.

78. Dans le secteur artisanal, la Société d'artisanat lao, de nature publique, a été créée en avril 1981 pour rassembler tous les artisans du pays de façon à centraliser l'achat de matières premières et la commercialisation. Cette société pourra aussi fonctionner comme service de vulgarisation pour l'artisanat.

79. Un service de vulgarisation, même rapidement créé, mettra un certain temps à implanter les notions, méthodes, dessins qu'il diffuse, dans les usines. En matière de dessin de produits (avec toutes les autres caractéristiques qui y sont liées, telles que dimensions, contrôle de la qualité, choix de matières premières, etc.) dans beaucoup de cas, il serait plus rapide de l'obtenir à l'étranger. Ce système étant surtout valable pour des produits d'exportation, des accords commerciaux et technologiques avec les maisons importatrices des produits pourraient assurer l'écoulement régulier d'une certaine quantité de produits et, en même temps, obtenir la technologie requise.

C. Entretien et réparation

80. Les services d'entretien et réparation, malgré plusieurs efforts internationaux, mais mal coordonnés, reste sur un sérieux obstacle au développement industriel en République démocratique populaire lao. Le manque de ces services et d'une conscience entretien y semble plus fortement marqué que dans d'autres pays d'un niveau de développement similaire. Finalement, cela est peut-être dû au fait que la République démocratique populaire lao a été un théâtre de guerre pendant de longues années et que l'aide reçue jusqu'à récemment était surtout basée sur des biens d'équipement et de consommation.

81. Dans les ministères et les usines, les experts ont constaté qu'une machine de production est considérée presque comme un bien de consommation. Dans quelques usines, une machine est considérée comme vieille après dix ans et doit être remplacée. En réalité, cette machine, dans beaucoup de cas, a vraiment besoin d'être remplacée car elle est irréparable, ayant fonctionné sans entretien préventif et n'ayant fait l'objet que de réparations sommaires.

82. Dans toutes les usines visitées par les experts - et cela vaut toutes les usines placées sous l'autorité centrale ou provinciale - il n'y a pas de service d'entretien ni de personnel spécialisé affecté à l'entretien et la réparation. 1/ Les réparations sont faites par le même personnel de production, quelquefois avec l'aide de petits ateliers de réparation privés.

83. Conscients de ce grave problème, les principaux bailleurs de fonds, depuis trois ou quatre ans, et le gouvernement ont réservé une partie de l'aide aux problèmes d'entretien et de réparations. C'est ainsi que le Gouvernement suédois a installé un atelier de réparation très moderne à 14 km de Vientiane, qui a coûté plus de 2,5 millions de dollars. Cet atelier dépend du Département des forêts et est appelé à réparer, d'abord, tout l'équipement mobile Volvo, fourni au titre de l'assistance suédoise, soit pour le transport de grumes, soit pour le transport de produits pétroliers. En outre, il est prévu que cet atelier deviendra une institution autonome fonctionnant dans le cadre du Département des forêts, qui fournira, contre paiement, les services d'entretien et de réparation aux équipements mobiles dépendant du Département des forêts et aussi à des tiers. Il est, de loin, l'atelier le mieux équipé et organisé en République démocratique populaire lao, mais il est presque exclusivement axé sur les équipements roulants lourds.

84. Un deuxième effort dans ce domaine, prévu dans le cadre d'un projet, financé par la Banque Mondiale (IDA III) pour les équipements (1 350 000 dollars) et par le PNUD/FAO pour l'expertise, vient d'être fait. Il s'agit de remettre en état et de reéquiper des ateliers à Vientiane, Savannakhet et Paksay. Il s'agira, en premier lieu, de l'équipement agricole et de mouvements de terres, mais, plus tard, de la réparation générale d'équipements, même pour des tiers. Ces ateliers dépendent des départements de travaux publics de chaque province, mais pour les effets du projet, leurs activités sont chapeautées et coordonnées par le Ministère de l'industrie.

1/ Sauf un atelier pour la réparation de scies installé par l'ONUDI qui fonctionne dans l'école Pakpassak et qui dessert les scieries et usines de la région de Vientiane.

85. Le Gouvernement australien finance un projet d'installation d'un centre de réparation dans la Société nationale de construction N° 1, qui dépend du Ministère de la construction. L'orientation de ce projet diffère de celle des deux projets précédents car l'accent est mis sur l'expertise dans l'entretien préventif. Pour les réparations, ce centre s'adresse à des tiers, soit à des ateliers privés pour certaines opérations spécifiques (rectification de cylindres, par exemple) soit aux ateliers gouvernementaux. Finalement, l'URRS met au point un atelier de réparation pour matériel roulant, installé avant 1975 avec l'assistance japonaise. Cet atelier dépend d'une société nationale de construction. Plus de détails n'ont pu être obtenus. En plus de ces ateliers, il en existe d'autres, beaucoup plus petits qui réparent des équipements roulants ou fixes (pompes, etc.) soit privés, soit dans le cadre des sociétés forestières et de construction.

86. Bien que l'intention soit d'utiliser les ateliers décrits ci-dessus pour la réparation et l'entretien d'équipement en général, on ne voit pas comment ils pourront aider à résoudre les problèmes de l'industrie, sauf dans des cas bien précis, à cause de leur spécialisation dans le matériel roulant.

87. Il faudrait pouvoir rendre les gérants des usines plus conscients de l'importance de l'entretien et prévoir du personnel affecté uniquement à l'entretien des machines. De telles mesures seraient déjà un grand progrès et elles pourraient être complétées par une éventuelle participation des ateliers décrits ci-dessus à des réparations d'équipement industriel.

88. Dans cette optique, il faudra prévoir dans le cadre de chaque projet de coopération concernant l'industrie un composant spécifique entretien et réparation de façon à délivrer les ressources matérielles et humaines nécessaires pour pouvoir assurer l'entretien régulier et les éventuelles réparations requises par les équipements fournis dans le cadre de chaque projet.

D. Aide extérieure à l'industrie

89. La mission économique qui a visité la République démocratique populaire lao en février 1982 a analysé en détail l'assistance extérieure fournie. On estime que les pays socialistes ont fourni 50 à 70% de l'assistance totale, surtout sous forme de produits, assistance technique et accords d'échanges commerciaux. L'aide extérieure totale est estimée avoir été de 100 à 130 millions de dollars par an, pendant 1979/80. Quoique le secteur industriel ait joué un rôle réduit dans le développement du pays, la contribution relative à ce secteur est importante - supérieure à 20% - et peut-être, en croissance. L'inclusion de composants industriels dans des projets enregistrés sous d'autres secteurs augmenterait ce pourcentage. Les projets plus importants allant directement à l'industrie sont 1/ : une

1/ Ces projets ne sont pas cités par ordre d'importance ou de grandeur. Entre parenthèses figure le nom du pays ou de l'organisme qui fournissent l'assistance.

usine de ciment (Union soviétique), une briqueterie (Viet Nam), une usine d'oxygène et d'acétylène (Suède), une usine de meubles (ONUDI), une usine de contre-plaqué (BAeD), des scieries (BAeD et Suède), production d'outils agricoles (plusieurs sources) et l'assistance en entretien et réparation décrite à la section C de ce chapitre. D'un point de vue global, cette assistance n'a pas été très efficace, par suite du manque de planification et de coordination et par le fait qu'elle est surtout fournie sur initiative des donateurs et ne correspond pas à une réflexion et à un choix internes.

IV. COMMERCE EXTERIEUR

90. Les échanges avec l'extérieur jouent un rôle important dans l'économie lao. En 1980, les importations (dont 42% ont été financés par l'aide extérieure) ont représenté 38% du PIB, tandis que les exportations représentaient 11%. Ces échanges étaient jusqu'en 1975 effectués presque exclusivement avec des économies de marché - surtout la Thaïlande - mais, après la révolution et la réorientation politique, la fermeture occasionnelle de frontières par la Thaïlande et la défense d'exportation pour beaucoup de produits de la Thaïlande ont eu pour résultat une réorientation progressive des échanges commerciaux, qui se font de plus en plus avec les pays d'économie planifiée.

A. Procédures d'import-export

91. Toutes les opérations commerciales avec l'extérieur sont placées sous le monopole de la Société de commerce lao (SCL). Les permis d'importation sont délivrés par le Département du commerce extérieur sous réserve que l'importation concernée soit incluse dans le budget en devises de l'entreprise intéressée et que le permis ait reçu l'agrément du Ministère des finances. La Banque de commerce extérieur lao (BCEL) octroie la lettre de crédit correspondante et la SCL (ou les importateurs privés dans certains cas) se mettent en contact avec plusieurs fournisseurs et, éventuellement, font la transaction. Ces procédures durent fréquemment plusieurs mois, non seulement par suite des insuffisances de devises mais surtout à cause des délais bureaucratiques.

92. Pour les exportations, la SCL achète la marchandise à l'entreprise manufacturière aux prix officiels calculés par le Ministère de l'industrie et du commerce (voir chap. I, sect. E), négocie avec l'acheteur étranger et prend les dispositions nécessaires à l'expédition de la marchandise. Les formalités bancaires sont à nouveau prises en charge par la BCEL.

La Société de commerce lao (SCL)

93. La SCL a été créée au début de 1981 dans le cadre du alors Ministère de l'industrie et du commerce par fusion de deux entités : la Société lao d'import-export (qui comprenait déjà des compagnies d'importation, d'exportation et de transport) et le Département de commerce intérieur, qui comprenait la Société de distribution de produits alimentaires et la Société de distribution de produits industriels. La nouvelle société a gardé les mêmes départements que les organisations précédentes avec peu de coordination et de rationalisation entre les diverses activités - ce qui pose des problèmes de fonctionnement.

94. Un des problèmes les plus importants continue d'être celui de l'acquisition d'équipement et de matières premières en provenance de l'étranger. Les appels d'offre sont souvent incomplets ou inadéquats; la sélection du fournisseur choisi n'est pas toujours celle qui

convient le mieux et les formalités douanières en République démocratique populaire lao sont lentes. Pour éviter ces problèmes dans les acquisitions des équipements dans le cadre de projets d'aide, la Banque Mondiale et le PNUD ont établi un bureau de coordination au Ministère des finances pour aider dans la préparation de spécifications techniques et en ce qui concerne appel et évaluation d'offres, administration de contrats et certification d'achèvement. Les résultats obtenus paraissent assez bons quant à l'achat des équipements mais il n'y a pas d'indications d'un impact durable chez SCL. En plus, ce bureau de coordination a été supprimé à la fin de 1982 et ses fonctions assumées par le Département de finances extérieures du Ministère des finances et par la BCEL. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Office central suédois pour l'aide au développement international (SIDA) de leur part fournissent assistance technique en experts et formation au Département de commerce intérieur et à la SCL pour tous les aspects de la commercialisation (importation et exportation).

95. Bien que la SCL ait, juridiquement, le monopole du commerce extérieur, elle ne se vaut de ce monopole que pour certains produits, les autres pouvant être exploités par les commerçants privés. Ceci a été précisé dans une recommandation du alors Ministère de l'industrie et du commerce qui indique que le monopole est appliqué pour les exportations des produits suivants : grumes, bois scié, meubles en bois, minéraux, riz, café et autres produits de la forêt tels que benjoin et "sticklack". Les produits importés soumis à ce monopole sont : machines de toutes sortes, véhicules, ciment, fers à béton, dérivés du pétrole, riz, sel et sucre.

96. En plus du commerce extérieur qui est permis à certains commerçants privés, il faudrait aussi mentionner l'autonomie octroyée aux trois entreprises qui produisent contre-plaqué, bière et cigarettes. Cette autonomie donne à ces entreprises le droit de se mettre en relation et de négocier avec les fournisseurs et acheteurs étrangers de leur choix, bien que elles dépendent encore de la SCL pour la documentation douanière et de la BCEL pour les transactions bancaires. Ces changements ont commencé en octobre 1981. Il est possible que cette expérience soit institutionnalisée et étendue à d'autres entreprises.

Les commerçants privés

97. Le rôle des commerçants privés dans le commerce extérieur n'était pas défini entre 1975 et début 1981. En mars 1981, un décret du Ministère des finances a établi un système de licences pour ces commerçants et les catégories de produits pouvant faire objet de transactions avec l'extérieur (produits alimentaires, textiles, confection, souliers, articles ménagers, articles de bureau, d'école et de sport, outils et articles de pêche, médicaments, machines et outils agricoles et pièces détachées, véhicules et pièces détachées, matières premières et pièces détachées pour les usines, équipements pour techniciens et équipements de laboratoire, matériaux et équipement de construction, équipement électrique et articles de luxe). Il y a un certain chevauchement entre cette liste et celle des produits réservés à l'importation exclusive de la SCL. Huit entreprises de commerce ont déjà obtenu les licences respectives mais

seules trois entreprises étrangères, établies depuis longtemps en République démocratique populaire lao, assurent le gros du commerce privé.

Les importations de produits pétroliers

98. La SCL importe la plus grande partie des produits pétroliers, par le moyen de contrats annuels avec une société multinationale. Cette compagnie importe et emmagasine pour le compte du Ministère des travaux publics, et distribue seulement aux compagnies d'aviation. Toutes les autres distributions et ventes sont effectuées par une société publique établie en 1981, dépendante de ce ministère.

99. Les ventes des produits pétroliers sont très variables : 37 millions de litres en 1976, 55 millions en 1979, 52 millions en 1980 et 31 millions en 1981, et elles dépendent de la disponibilité en devises du gouvernement. En 1981, l'Union soviétique a prêté 10 millions de dollars pour aider à payer la note de pétrole et, en plus, a fourni quelque 10 à 17 millions de litres de produits pétroliers (ce qui c'est répété en 1982).

100. Les produits importés par la multinationale sont raffinés à Singapour et arrivent aux dépôts de Thanaleng, Thakek, Savanakheth, Pakse et à l'aéroport Watay à Vientiane, par route à travers la Thaïlande. Les produits soviétiques arrivent par route de Da Nang au Viet Nam. On parle de l'installation d'un pipeline de Da Nang à Savanakheth et d'un autre de Vinh à Vientiane mais il paraît que ce n'est pas faisable à cause des petites consommations des différents produits.

B. Tarifs douaniers

101. Les tarifs douaniers de certains produits concernant l'industrie sont indiqués dans l'annexe VI. L'importation d'articles produits localement comme grumes, bois scié, thé et tabac est découragée par une combinaison de hauts tarifs et de taxes qui pratiquement doublent le prix c.a.f. L'économie d'énergie en ce qui concerne les produits pétroliers est encouragée par une combinaison de tarifs et taxes à la consommation. Les tarifs applicables à la plupart des articles paraissent raisonnables avec une exception importante constituée par les pièces détachées qui sont taxées à un niveau beaucoup plus élevé (20 à 40%) que les équipements (jusqu'à 10%) - ce qui n'encourage certes pas leur entretien.

102. Les tarifs d'exportation sont raisonnables : jusqu'à 10%, à l'exception du bois matière première qui est de 25% - ce qui, en principe, encourage l'exportation de produits en bois.

C. Balance des paiements

103. L'augmentation du déficit de la balance commerciale est mise en évidence dans l'annexe VII, qui indique un déficit de 46,5 millions de dollars en 1978 contre 73,1 millions en 1982. Les paiements de

services net ont augmenté de 15 millions de dollars en 1978 à 20 millions en 1979, descendu à 19,7 millions en 1980 et sont restés à ce niveau pendant les dernières quatre années. Les recettes de la vente des devises par les missions étrangères, intérêts des réserves en devises et les taxes de survol ont augmenté pendant cette période, mais il y a eu une augmentation parallèle des intérêts sur la dette extérieure, et des contributions à l'assistance technique extérieure entre autres - ce qui a maintenu les paiements net au même niveau.

104. Le déficit du compte courant est, en conséquence, passé de 61,6 millions de dollars en 1978 à 94,2 millions en 1982. La balance globale des paiements n'a été possible que grâce à l'augmentation des montants de l'assistance extérieure, en grande partie des dons et prêts à taux privilégiés. Il faudra noter l'importance croissante du commerce sous accords de "clearing" et que le déficit de ce commerce, qui est resté pratiquement au même niveau en 1978-1980 (annexe VII), s'est annulé en 1981 et a augmenté pendant 1982.

Exportations

105. La composition des exportations est indiquée dans l'annexe VIII. Les exportations ont doublé de 1978 à 1979 en raison des augmentations de ventes d'électricité, de la libéralisation du commerce frontalier et de la hausse des prix pour quelques produits d'exportation. La baisse, en 1980, est expliquée par la fermeture de la frontière lao/thaïlandaise pendant trois mois au milieu de 1980 (la période de plus grande activité) et son ouverture pendant le reste de l'année dans un seul point. Les exportations en 1981 ont augmenté par rapport au niveau de 1980 et la gamme des produits a changé : baisse de 18% pour le bois et augmentation de 50% pour le courant électrique, car le prix de l'électricité a triplé en octobre 1981. La baisse des exportations enregistrées de bois peut être expliquée surtout par le troc avec l'Union soviétique plus que par l'interdiction d'exporter des grumes (sauf du stock existant, qui est considérable) faite en 1981. Il n'y a pas eu de commerce frontalier privé pendant une grande partie de 1981 et début 1982. En 1982 un accroissement considérable d'exportations d'énergie électrique et un dupliquement des exportations de troc ont été enregistrés.

106. Jusqu'à récemment, pratiquement tout le commerce extérieur de la République démocratique populaire lao se faisait à travers la Thaïlande. Les statistiques de commerce thaïlandaises fournissent une contre-vérification intéressante des quelques chiffres mis à disposition par les autorités lao. La source thaïlandaise ne sépare pas les transactions en devises du troc et n'inclut pas les exportations de courant électrique. Avec ce dernier ajustement, les chiffres de provenance thaïlandaise sont, pour chaque année, un peu plus bas que ceux de la République démocratique populaire lao. Une partie de la différence est sûrement due au commerce frontalier, une autre partie au commerce à travers le Viet Nam qui ne cessera pas d'augmenter, une fois que les accords avec les pays du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) auront pris de l'importance et par conséquent que le commerce à travers les ports du Viet Nam sera

devenu important. 1/ Mais il est possible que la majeure différence réside dans les problèmes de comptabilité nationale indiqués dans le chapitre V.

107. Les statistiques thaïlandaises ont l'avantage de donner un aperçu des pays acheteurs des produits lao. Si on ne tient pas compte des importations de courant électrique, l'importance de la Thaïlande comme acheteur a baissé drastiquement, passant de 31% en 1978 à 4% en 1981. Le Japon continue d'être le plus grand consommateur de bois et des produits du bois, mais Hong Kong et la Chine en importent de plus en plus. Café, thé et épices sont pour la plupart envoyés à Singapour, mais les achats de la Bulgarie et de la Tchécoslovaquie vont maintenant en augmentant. Pratiquement, tout le minéral d'étain qui était auparavant exporté vers la Malaisie est depuis 1981 destiné à l'Union soviétique.

Importations

108. Pratiquement, tous les besoins de la République démocratique populaire lao en équipements, matières premières pour l'industrie et produits pétroliers sont couverts par l'importation. Jusqu'à 1981, l'importation de grandes quantités de riz et d'autres denrées alimentaires étaient requises mais, au moins en ce qui concerne le riz, le pays est devenu autosuffisant. La plus grande partie des équipements qui ont été importés étaient des dons ou des prêts concessifs. Aussi, la plus grande partie des céréales, sucre et produits pétroliers qui viennent des pays du CAEM et des pays d'économie de marché, comme la Suède, les Pays-Bas (par intermédiaire du Comité du Mékong) sont, en général, des dons.

109. Il faut se référer ici à la décision du Gouvernement thaïlandais, prise en décembre 1981, établissant une liste de 273 produits (pratiquement l'ensemble des produits) qui ne peuvent pas être importés de Thaïlande sans une autorisation spéciale du Conseil national de sûreté thaïlandais. Cependant, les importations en transit ne sont pas affectées par cette décision, mais dans la pratique, toutes les importations à travers la Thaïlande souffrent des délais excessifs.

110. Les importations de marchandises en devises ont plus que doublé en 1979 et en 1980 (annexe XI) surtout à cause des besoins de riz et d'autres denrées alimentaires et la réduction de l'aide en aliments. Les produits pétroliers et les biens d'équipement ont constitué le gros du lot pendant les années en question; les augmentations des produits pétroliers sont dues aux prix plus élevés, tandis que celles

1/ Les accords commerciaux pour 1981 et renouvelés chaque année, prévoient des trocs pour 5 millions de roubles avec l'URSS et 1 million de roubles avec chacun des suivants pays : Bulgarie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie et Viet Nam. Les déficits ont été couverts par des crédits à court terme. Pour atteindre ces accords, tout le café, le minéral de zinc et le bois auraient été exportés vers ces pays en 1981 et 1982.

des équipements sont la conséquence de projets comme celui de Nam Ngum. La baisse enregistrée pendant la première moitié de 1981 est principalement due à la baisse des importations de produits alimentaires, à la réduction d'échanges frontaliers et à la baisse de l'assistance des pays de la zone convertible. Pendant 1982, les importations ont été au même niveau de 1981, excepté pour le troc, qui est augmenté de 2,5 fois.

111. On peut constater que, jusqu'à l'année passée, la plupart des importations lao venaient de Thaïlande - passant de 24% du total en 1978 à 41% en 1980. Pendant la première moitié de 1981, cependant, cette proportion a baissé à 1,5%, en résultat des fermetures des frontières. L'URSS a été le principal fournisseur de ciment en 1978 mais l'importation d'URSS a peu à peu baissé et maintenant les Philippines sont le principal fournisseur. Les fournisseurs de produits pharmaceutiques étaient la Chine, le Danemark et la République fédérale d'Allemagne, mais actuellement, la République démocratique allemande est la source d'importation la plus importante. Les fibres naturelles et artificielles et les vêtements ont été principalement fournis par la Chine et plus récemment par Hong Kong, mais le peu qui a été importé en 1981, venait de Thaïlande. Fer et acier (ferraille et fer à béton, notamment) ont été importés en 1978 de l'URSS mais le Japon est maintenant devenu le principal fournisseur.

D. Transports

112. Le secteur des transports continue à être une des importantes contraintes au développement de la République démocratique populaire lao. Le plan quinquennal 1981-1986 préconise une augmentation de 80 à 85% du transport par route. Il n'existe pas de chemins de fer et la route internationale la plus importante continue d'être celle qui passe par Thanaleng vers la Thaïlande. La RN 9 qui relie Vientiane avec Da Nang au Viet Nam, malgré l'aide de la Suède, de l'URSS et du Viet Nam pour sa reconstruction, n'est pas encore une solution valable et pose des problèmes sérieux au matériel roulant. En outre, le port de Da Nang continue à souffrir de sérieux engorgements.

113. Le réseau interne n'est pas en meilleures conditions, l'état des routes principales étant très déficent ainsi que celui des moyens de transport. De plus, la nature accidentée du terrain dans certaines régions rurales ne permet pas un accès facile et permanent.

114. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) avait proposé en 1981 l'étude de faisabilité de liaisons ferroviaires entre Savannakhet et la station de Dong Ha au Viet Nam mais ces études n'ont pas été amorcées par manque d'intérêt de la part du gouvernement. Bien que ces liaisons ferroviaires représentent des investissements considérables, une étude plus approfondie pourrait démontrer leurs mérites.

115. Il est prévu que l'agriculture, l'activité forestière et, dans une plus petite mesure, la construction continueront comme dans le passé à créer, pendant 1981-1985, la plus forte demande en matière de

transports. Si l'exploitation massive des ressources minières prend place, des changements structurels importants en matière de transport seraient nécessaires. Etant donné les énormes besoins financiers nécessaires pour cette exploitation et l'incertitude du marché international pour la plupart des métaux, il ne faut pas s'attendre à ce que ces changements prennent place à moyen terme.

116. Une intégration de la planification des achats avec celle des transports, du stockage et de la distribution est essentielle pour établir des voies plus économiques et pour déterminer ce que coûteront certaines décisions politiques. Le temps d'attente entre la préparation de spécifications pour les achats et leur arrivée est estimé entre 10 et 11 mois. Cette période pourrait être réduite, peut-être à la moitié, avec une meilleure planification et prise de décisions concernant les achats. La planification d'achats par des contrats à long terme et l'établissement d'une capacité de stockage aideraient considérablement à réduire les contraintes incontrôlables actuelles de transit. On espère que l'assistance de la CNUCED et de SIDA décrite à la section A de ce chapitre sera une aide dans ce domaine.

117. On peut prévoir, d'après la lecture des décisions gouvernementales récentes et les entretiens avec les autorités, une orientation de plus en plus marquée vers la substitution d'importations et l'autosuffisance. Dans ce cas, le rôle du commerce extérieur pourrait rester plus réduit face à d'autres demandes. Cependant, même avec ces perspectives, des actions à un niveau microéconomique sont à prendre comme l'amélioration de la planification des achats, l'établissement de systèmes d'information, la création d'agences commerciales spécialisés, notamment pour le bois et ses produits, la formation de cadres spécialisés en commercialisation extérieure, la réduction des coûts d'importation.

V. FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE

A. Sources des fonds

Processus budgétaire

118. Les objectifs principaux de l'économie du pays sont établis par le Conseil des ministres et inclus dans les plans quinquennaux. En théorie, des objectifs plus spécifiques sont développés chaque année par les ministères concernés en coopération avec le Comité d'Etat du plan (CEP). Ce plan sectoriel annuel est traduit vers un budget annuel par le Comité d'Etat du budget ^{1/} et inclut des plans et budgets pour chaque entreprise. Dans le cas de l'industrie, ce plan annuel se limite à présent à des plans individuels pour chaque usine, sans une vue globale. Pour chaque entreprise industrielle, le budget consiste en deux parties: fonds d'investissement et fonds de roulement.

a) Fonds d'investissement

Pour les entreprises existantes, l'approche pour déterminer les appropriations annuelles des fonds d'investissements des entreprises existantes suit un système itératif. Le Ministère de l'industrie prépare un schéma avec des estimations des investissements requis par chaque entreprise pour atteindre les objectifs de production. Cette estimation est faite en coopération avec le CEP, qui les envoie officiellement au Ministère pour commentaires et possibles modifications. Après avoir reçu ces modifications, une proposition finale est préparée par le CEP et soumise au Conseil des ministres et à l'Assemblée du peuple pour approbation finale. Les besoins d'investissements pour les nouvelles entreprises, pour des projets d'expansion, pour les projets de réhabilitation sont présentés de la même façon. L'importance du secteur industriel dans le budget national peut être analysée dans le tableau I en annexe. Les dépenses d'équipement pour l'industrie, mines, énergie et commerce augmenteront de 24,5 millions de NK en 1979 à 174,3 millions de NK en 1982 (budget), soit un accroissement de 610%. Pendant la même période, les transferts au budget national des entreprises d'Etat correspondantes augmenteront seulement de 370%. La participation de ces secteurs dans le budget total de développement sera de 10% en 1979 à 18% en 1982. Ces tendances peuvent confirmer un accroissement d'accent placé dans le secteur industriel mais la vérification exacte n'est pas possible à cause du manque de chiffres plus ventilés. L'annexe I indique aussi

^{1/} Le Comité d'Etat du budget est composé de hauts représentants du CEP, de la Banque d'Etat, du ministère concerné et chapeauté par le ministre des finances.

l'importance des entreprises d'état dans le budget national. Les transferts de ces entreprises ont participé pour 69% aux recettes totales en 1979 et cette participation passera à 82% en 1982.

b) Fonds de roulement

Une fois que les objectifs annuels de production ont été fixés pour chaque entreprise par le CEP, ils sont envoyés au Ministère de l'industrie. Le Ministère détermine les besoins de fonds de roulement pour chaque entreprise en se basant sur les objectifs de production. Ces besoins sont transmis au CEP pour révision, bien que cette révision soit beaucoup moins approfondie que celle requise pour les fonds d'investissement. Après approbation, la moitié de ces besoins est incluse dans le budget et la Banque d'Etat est autorisée à établir un crédit pour l'autre moitié. Des tirages égaux trimestriels sont faits pour chacune de ces deux moitiés.

Système bancaire

119. La Banque d'Etat est à présent la seule banque existante dans la République démocratique populaire lao. Elle a été établie en décembre 1975 et incorpore la précédente Banque Nationale, la Banque de Pathet Lao, la Banque de développement et les deux banques commerciales privées. Elle a des branches dans chacune des 13 provinces. Elle est dirigée par un gouverneur qui a le rang de ministre et par un vice-gouverneur. Ses 11 départements sont: "Secrétariat", "Crédit", "Emission", "Planification et recherche", "Dépôts", "Contrôle", "Comptabilité", "Personnel", "Formation", "Banque Spéciale" et "Banque de commerce extérieur lao".

120. La Banque Spéciale s'occupe de toutes les transactions du gouvernement concernant l'économie à un niveau central, fonctionnant essentiellement comme une Trésorerie nationale. La BCEL s'occupe de toutes les transactions en devises, y compris la gestion des réserves. Comme mentionné au chapitre IV, sect. A., la BCEL établit les lettres de crédit pour les achats à l'étranger. Les experts ont été informés que la BCEL subirait une réorganisation majeure destinée à accroître son efficacité.

121. Des bilans consolidés pour la BEL et la BCEL pour les quatre dernières années sont indiqués dans l'annexe XII. On peut constater que la plus grande partie du crédit établi par le système bancaire est accordée au secteur public. L'annexe XIII indique le crédit établi par la BEL (un tableau semblable pour la BCEL n'est pas disponible). On peut constater que plus de la moitié des crédits octroyés par la BEL est versée aux activités commerciales de la SCL. Les entreprises de transport et industrielles ont encore une participation dans ce crédit assez basse (18%) mais cette proportion est en train d'augmenter peu à peu, ce qui confirme l'importance accrue du secteur industriel. Les crédits octroyés aux entreprises industrielles ont un intérêt de 4% pour les emprunts à court terme (12 à 18 mois) et de 3% pour les emprunts à moyen et long terme.

Entreprises conjointes

122. Une autre source possible de financement pour l'industrie en République démocratique populaire lao pourrait être celle d'associés étrangers dans des entreprises conjointes avec le Gouvernement lao. Une telle association a été établie avec un groupe privé thaïlandais pour l'enlèvement de grumes du réservoir de Nam Npum. Les experts ont été informés que des négociations se poursuivaient avec un groupe pharmaceutique français pour l'établissement d'une capacité de production conjointe en République démocratique populaire lao. Il paraît qu'une proposition d'une compagnie étrangère pour d'associations dans le secteur industriel serait la bienvenue tant que le Gouvernement lao conservera une participation d'au moins 51%. Il n'y a pas de code d'investissement ou d'autres incitations ou garanties pour attirer le capital étranger.

B. Problèmes

123. La République démocratique populaire lao souffre de plusieurs problèmes en matière financière qui créent des obstacles au développement industriel. Parmi les plus importants on peut mentionner : le manque de devises, les pratiques inadéquates de comptabilité, le manque d'expertise dans l'identification, la préparation et l'exécution des projets. Il faut mentionner aussi le fait qu'il faille utiliser une entreprise de construction lao pour les composants de construction de tous les projets (industriels et autres) - ce qui limite la construction de tous les projets à un total d'environ 20 millions de dollars par an.

Manque de ressources en devises

124. La situation critique croissante en matière de ressources en devises est indiquée par l'annexe XIV. Les importations de marchandises ont augmenté de plus de 150% de 1979 à 1981, tandis que les exportations (autres que celle de courant électrique) ont été réduites de la moitié. Ce n'est que grâce à une aide extérieure croissante que la balance a pu être établie. Le triplement du prix de l'électricité vendue à la Thaïlande en octobre 1981 a amélioré la situation mais, malgré tout, de grosses sommes fournies par l'assistance extérieure continueront à être nécessaires.

125. En conséquence, des restrictions importantes ont été faites par le gouvernement en ce qui concerne l'acquisition de pièces détachées et de matières premières nécessaires à l'activité industrielle. C'est une des raisons qui expliquent le bas taux d'utilisation de la capacité productive. Etant donné le faible intérêt économique de certaines entreprises, qui ajoutent peu de valeur à des matières importées, ces restrictions sont peut-être un bien pour un mal. Cependant, les demandes en devises des entreprises continuent d'augmenter. Seulement pour les entreprises industrielles qui dépendent des provinces, 770 000 dollars ont été fournis en 1981 contre une demande de 1 960 000 dollars pour 1982.

Comptabilité

126. Un des principaux problèmes dans le domaine de la gestion industrielle est le manque de rapports comptables - tant au niveau national qu'au niveau des entreprises. Les aptitudes nécessaires à la préparation en temps voulu et avec exactitude d'une telle information ne sont pas disponibles. Les responsables d'un département du gouvernement ou d'une usine ne sont pas, par conséquent, en mesure de prendre des décisions reposant sur des informations valables dans le domaine comptable et d'empêcher que ne se posent de sérieux problèmes. On ne saurait assez insister sur l'importance de ce problème, particulièrement si on tient compte du caractère planifié du gouvernement qui dépend d'un flux d'information dans (et entre) les plusieurs départements sur des questions vitales telles que l'établissement de contingents de production, la définition des prix et l'évaluation des réalisations. La capacité des planificateurs de la nation dans la fixation d'objectifs et l'administration de politiques est sérieusement handicapée par le manque des données qui doivent servir de base aux décisions.

127. Cette situation est illustrée par le problème que pose, par exemple, le transfert de fonds d'une entreprise industrielle au gouvernement. Les prix pour les produits sont calculés de façon à contenir 10% de profit. Cette somme, ainsi que les provisions pour amortissement, est transmise au gouvernement en fractions mensuelles égales sans regard pour les productions et ventes réelles du mois en cours. Si les profits réels sont inférieurs aux estimations, le Ministère des finances peut envoyer une commission pour en déterminer les raisons. Si ces raisons sont valables, le Ministère pourra rembourser la différence en question. Dans certaines conditions, il pourra même subventionner l'entreprise en remboursant une somme plus élevée. Il peut tout de même arriver que les revenus soient tellement bas que l'entreprise passe par une crise de liquidité et il est possible que cette crise affecte la disponibilité d'argent liquide pour payer les salaires. Des situations comme celle-ci pourraient être plus facilement évitées si des données sur la comptabilité étaient plus fiables et disponibles à temps.

Développement et exécution de projets

128. La capacité de développement et d'exécution de projets est très réduite en République démocratique populaire lao. La plus grande partie du travail accompli dans ce domaine est l'oeuvre d'experts expatriés. Théoriquement, les idées de projets industriels naissent au sein du Ministère de l'industrie et sont soumises au CEP. Mais ce comité n'a pas d'experts pour évaluer et octroyer des priorités à ces idées. En résultat, les ressources financières du pays, déjà très limitées, ne seront pas nécessairement utilisées de la façon la plus adéquate. Le même problème se pose au niveau de l'exécution des projets. Le problème d'acquisition des équipements a déjà été mentionné au chapitre IV. Même après que les matériaux et les équipements soient arrivés, de long délais se produisent avant leur installation.

129. Il n'y a pas encore d'expérience dans l'opération d'unités établies au moyen de l'aide extérieure, après le départ des experts internationaux. Même dans le cas où les projets correspondants comportent d'importantes activités de formation, on n'est pas sûr que leur opération soit exempte de difficultés majeures.

C. Solutions proposées

130. Tous les problèmes mentionnés ci-dessus ont une solution. Mais beaucoup d'efforts seront nécessaires de la part du gouvernement lao et de l'aide extérieure pour que des progrès soient peu à peu réalisés.

Formation en matière de comptabilité

131. La formation en matière de comptabilité est un problème qui demande une attention immédiate. Dans une certaine mesure, on s'en occupe déjà : quelques élèves lao à l'étranger étudient la comptabilité, mais ce n'est pas suffisant. Il faudrait former de simples comptables de façon à maintenir des éléments et des pratiques comptables qui puissent servir de base à de opérations ultérieures. Cette formation devra se faire dans le pays. Des professeurs et des installations seraient évidemment nécessaires, et ils pourraient être fournis dans le cadre d'une assistance extérieure.

Autonomie des entreprises industrielles

132. Pour améliorer l'efficacité opérationnelle et augmenter la productivité, des expériences ont été amorcées pour octroyer une certaine autonomie aux entreprises industrielles. Ces expériences comportent une modification des méthodes de transfert des bénéfices au gouvernement. Dans certains cas, le gouvernement permet à l'entreprise de retenir 40% des profits. Cela est maintenant possible pour les usines de contre-plaqué, de bière et de cigarettes. Depuis 1980, ces trois entreprises peuvent aussi retenir 50% des revenus en devises qui dépassent les chiffres prévisionnels du Plan, qui sont utilisés pour l'achat direct de pièces détachées et matières premières.

133. Il n'y a pas encore d'indications d'un accroissement de productivité dans les entreprises à cause de ces mesures. Il paraît que l'autonomie octroyée n'a pas été complètement utilisée par manque de capacité de décision dans les entreprises. Pourtant, l'expérience doit se poursuivre et une assistance technique en matière de gestion devrait être obtenue pour utiliser au maximum cette autonomie et pour permettre son extension à d'autres entreprises.

Etablissement d'un département pour le développement de projets

134. Il faut trouver une solution à la pénurie d'expertise pour identifier, préparer, évaluer et exécuter les projets requis par l'économie lao. Il n'est pas possible de continuer à dépendre de l'extérieur dans ce domaine. Cette expertise serait requise dans plusieurs départements. Etant donné la possibilité de centralisation

offerte par un système planifié, il conviendrait peut-être de constituer un groupe séparé qui serait chargé de l'expertise. Ses attributions - en plus du secteur industriel - couvriraient l'agriculture, la sylviculture, les transports - enfin, l'ensemble des secteurs économiques. Le groupe devrait également être séparé du CEP qui sans doute voudrait maintenir avec lui une certaine distance et conserver son indépendance dans l'évaluation et la sélection des propositions faites par ce groupe. Une fois que les ressources financières nécessaires pour exécuter les projets constitueraient les données les plus importantes au travail du groupe, il serait souhaitable, par la suite, d'établir le groupe au sein de la Banque d'Etat (dont il serait un département).

135. Un autre avantage de ce groupe serait, entre autres, celui de combler une lacune entre les grands projets financiers auxquels les agences de développement donnent en général la préférence et les petits projets requis par l'économie lao qui ne peuvent pas être exécutés par suite du manque d'un intermédiaire financier valable. De grands crédits ou des lignes de crédit pourraient être ventilés par ce groupe qui aurait la responsabilité vis-à-vis de la source financière extérieure de développer, évaluer et superviser l'exécution. En résumé, ce qui est proposé ici, c'est la création d'un embryon de banque de développement.

136. Les problèmes inhérents à l'établissement d'un tel groupe sont, notamment en ce qui concerne la prise de décisions en matière de politique économique, les changements structurels à réaliser nécessaires dans la transformation du pays vers le socialisme et, surtout, le manque de cadres qualifiés. Mais les avantages d'une telle institution pourraient largement compenser les efforts nécessaires à la mettre en place.

VI. DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

A. Obstacles

137. Les obstacles au développement industriel peuvent être classés en deux groupes selon leur origine :

- Les obstacles qui sont liés à la nouvelle orientation de l'économie
- Les obstacles structurels.

Obstacles liés à la nouvelle orientation de l'économie

a. Ressources humaines

138. Le manque de capacité de gestion à haut et moyen niveau dans les entreprises est dû principalement au fait qu'une partie des cadres a quitté le pays après 1975. Cet obstacle reste sans doute le plus important et est à l'origine de beaucoup d'insuffisances observées pendant les visites des experts aux usines telles que : manque d'entretien, mauvaise planification de l'approvisionnement et de la production, manque total de contrôle de la qualité. Le gouvernement est conscient de ce problème et des mesures énergiques ont été prises pour essayer de le résoudre. Depuis 1975, de 1 500 à 2 000 étudiants sont envoyés chaque année dans plusieurs pays socialistes pour suivre des cours techniques ou de niveau universitaire. Mais il semble que seul un faible pourcentage suive des cours de gestion. Les premiers diplômés commencent à arriver en République démocratique populaire lao, mais ils n'ont pas encore joué de grand rôle dans l'industrie, car on ne saurait encore leur confier des tâches dans la gestion, en raison de leur inexpérience. Il serait souhaitable de prévoir des bourses de formation supplémentaires à l'étranger, dans des usines semblables à celles où ils exerceront plus tard leurs fonctions.

139. Pour les gérants en place, même pour ceux qui ont une formation et une expérience sommaire, il faudrait prévoir des cours accélérés dans plusieurs matières : notions de comptabilité, planification de la production, contrôle de la qualité, entre autres. Ces cours pourraient être organisés avec l'aide d'organismes internationaux tels que l'ONUDI. On a obtenu avec ce genre de cours dans d'autres pays en voie de développement des résultats positifs.

140. Quant aux ouvriers, le problème se situe plutôt dans le manque de productivité qu'au niveau de la compétence. Ce manque de productivité est, d'un côté, lié au manque de production, et de l'autre - et c'en est la cause la plus importante - dû aux salaires très bas. Le faible niveau de compétence est évident et exacerbé par le départ de beaucoup d'ouvriers spécialisés pour l'étranger après 1975, mais cela a moins d'importance que l'on croit, étant donné la relative simplicité des opérations industrielles dans la plupart des usines. Si le développement industriel s'orientait vers des technologies plus sophistiquées, le problème de la compétence des ouvriers deviendrait beaucoup plus important. Un petit effort

pour augmenter les connaissances professionnelles des ouvriers a été fait par des cours pour ouvriers qui ont été organisés à l'Ecole technique Pakpassak. Il faudrait continuer et renforcer ce genre de cours.

b. Devises

141. Le manque de devises est occasionné partiellement par une réorientation du commerce et de l'aide extérieure vers des pays socialistes, tandis que la satisfaction des besoins des usines en matières premières et en pièces détachées continue d'être axée vers des sources qui obligent un paiement en devises, difficiles à obtenir. Le résultat est qu'il est souvent impossible de fournir les intrants requis par les usines. Etant donné que la grande majorité des biens d'équipement sont d'origine occidentale, le problème reste sans solution durable pour les pièces détachées. En ce qui concerne les matières premières (houblon, granulés de plastique, acier, colles, etc.) il faudrait essayer de se les procurer dans des pays socialistes, où le financement pourrait être plus facile.

c. Système de planification

142. Le manque de mise au point du système de planification crée aussi des obstacles, que l'on espère temporaires, au fonctionnement des entreprises. Ces obstacles se présentent sous la forme de délais dans l'approbation des plans annuels, l'octroi des devises, la distortion des prix. L'absence d'une politique claire en ce qui concerne l'initiative privée ou les accords commerciaux/techniques/financiers avec des entreprises étrangères se fait aussi sentir. Ces carences ont provoqué une suspension pratiquement totale des investissements du secteur privé dans la production ou dans les services liés à la production. D'ailleurs, le gouvernement, semble-t-il, considère l'entreprise privée comme nécessaire à la construction du socialisme. En outre, on remarque un manque d'intérêt de la part des entreprises étrangères des pays occidentaux à l'égard d'éventuels accords commerciaux, technologiques et d'opérations conjointes.

Obstacles structurels

143. Un des obstacles structurels est le faible niveau de développement, qui est caractérisé par :

- Le manque de relations intersectorielles, notamment entre l'industrie et l'agriculture. Une grande partie de la production agricole est autoconsommée et ne peut donc être commercialisée ni, éventuellement, industrialisée.
- Le manque de relations intra-industrielles. Il y a peu ou pas de liens entre les diverses industries. La sous-traitance et les industries auxiliaires sont pratiquement inconnues.
- Le manque de services à l'industrie.
- Le faible pouvoir d'achat de la population.

144. Un autre obstacle est constitué par l'isolement géographique du pays, tant du point de vue international que du point de vue interne - ce qui rend difficiles les échanges commerciaux internationaux ainsi que les transports à l'intérieur du pays. Cet isolement pourrait se traduire par une protection naturelle à l'importation. Pourtant, la République démocratique populaire lao a une longue frontière commune avec la Thaïlande, qui est facilement franchissable. Cela permet un influx de produits de consommation de contrebande à des prix relativement accessibles, venant de Thaïlande. Si la production en République démocratique populaire lao présente un surcoût assez élevé par rapport aux prix thaïlandais, il sera très difficile d'empêcher la contrebande. Le fait que les produits de contrebande doivent être payés en devises (baht ou dollars) n'est pas un inconvénient, étant donné la circulation assez forte de devises sur le marché parallèle lao. Et, finalement, l'étroitesse du marché national empêche beaucoup de projets d'atteindre l'échelle économique minimum.

B. Perspectives

Stratégie

145. Selon le plan quinquennal 1981-1985, la production industrielle en 1985 devra être de 2 à 2,2 fois plus élevée qu'en 1980 - ce qui correspond à un taux de croissance annuel moyen de 15 à 17%. En fonction de ce qui précède, il semble qu'il n'y ait guère de chances d'atteindre ce but.

146. Les perspectives à plus long terme (1986-1990) pourraient être meilleures car les contraintes diminueront - à condition, toutefois, que les objectifs soient bien choisis, à savoir : la transformation des matières premières locales surtout orientée vers l'exportation, et la restructuration des industries actuelles - de façon à mieux les intégrer dans l'économie, et que des politiques adéquates soient appliquées.

147. La République démocratique populaire lao dispose d'importantes ressources naturelles, soit agricoles (produits de la forêt, riz, tabac) soit minières (minerai d'étain et de fer, potasse, gypse et charbon). La mise en valeur de certains de ces produits - par exemple le bois, le café, le tabac, le minerai d'étain - devrait être un des axes du développement industriel à cause des bonnes perspectives qu'ils ont sur le marché international.

148. En ce qui concerne les perspectives de développement de l'industrie actuelle, il faut remarquer que la plupart des usines ont été héritées du régime précédent et répondaient à des motivations économiques assez différentes. Il paraît que le gouvernement essaye de maintenir ces usines sans s'interroger, sur la base d'un examen économique individuel, sur la valeur qu'elles ont dans le nouveau contexte. Pour insérer ces industries dans le cadre nouveau de développement industriel soutenu il faudrait en restructurer quelques unes en faisant de grands investissements et des affectations de devises importantes dans les productions où la

République démocratique populaire lao possède un minimum d'avantages économiques. Les autres usines devraient être éliminées progressivement.

149. Pour la période couverte par le deuxième plan quinquennal, on pourrait pourtant envisager un double objectif à atteindre par l'industrie :

- Un groupe d'industries demandant de forts investissements, ajoutant de la valeur à des matières premières locales, et orientées en grande partie vers l'exportation, qui constitueraient le vrai moteur du développement industriel, et qui feraient un apport considérable en devises étrangères.
- Un secteur d'industries dérivant des présentes industries de substitution d'importations, de plus petite dimension que celles de la catégorie précédente, ajoutant une valeur plus importante, et mieux intégrées dans l'économie, qu'à présent.

L'intégration industrielle. Services à l'industrie

150. En grande partie, le développement industriel sera basé dans des ressources naturelles. Ce développement dépendra en grande partie du bon fonctionnement des chaînes en amont et en aval - c'est-à-dire de l'approvisionnement en matières premières et de la commercialisation des produits finis - et de l'obtention de services et autres intrants nécessaires à la production (entretien, pièces détachées, etc.) Comme cet enchaînement est loin d'être au point, il sera nécessaire que les usines s'intègrent à un degré poussé pour assurer ce bon fonctionnement.

151. A plus long terme, avec l'amélioration des approvisionnements, de la commercialisation et la création d'autres services dont l'industrie a besoin, on pourrait prévoir une plus grande concentration des entreprises industrielles dans le domaine de la production en laissant progressivement les services à la charge d'autres entreprises, services ou départements gouvernementaux spécialisés.

C. Suggestions d'aide au développement industriel

152. Un effort d'aide au secteur industriel doit être intégré verticalement de façon à assurer que tous les intrants de production soient disponibles et qu'une efficace commercialisation assure l'écoulement des produits finis à des prix convenables. En outre, un certain degré d'intégration horizontale est nécessaire pour assurer aux projets tous les services nécessaires à leur fonctionnement, tels que l'entretien et la réparation. Cette intégration alourdira le projet, car une partie - peut-être importante - des ressources sera nécessaire aux activités en amont, en aval et auxiliaires qui normalement ne feraient pas partie du projet.

153. Les projets industriels basés sur des matières premières agricoles non encore disponibles en République démocratique populaire lao dans les quantités/qualités nécessaires ne pourront être développés que dans l'ensemble agriculture/industrie. Ces projets (comme ceux qui ont trait à la production de coton et de sucre) devront commencer dans le secteur agricole à une échelle pilote et, seulement après avoir obtenu des résultats satisfaisants, être étalés à plus long terme, enveloppant les deux secteurs. Ce type de projets aura besoin, par conséquent, de ressources financières considérables.

154. L'expérience récente avec des composants de projets comprenant la récupération d'équipement a été mauvaise. Pendant le déroulement des projets on a pu vérifier que l'état de l'équipement était souvent si mauvais qu'il ne pouvait pas être réparé. Avant d'inclure ce type de composants dans un projet il faudra s'assurer de la récupérabilité des équipements en question.

155. Les aspects de commerce extérieur d'un projet industriel devrait faire l'objet d'une attention particulière, en ce qui concerne les voies et les prix. Il est prévu que le commerce extérieure lao se fera de plus en plus sous forme de troc. Dans ce cas, il faudra insister sur le besoin d'effectuer ces échanges sur la base de prix internationaux.

Agences du gouvernement chargées du développement, de l'exécution et de la supervision d'un projet

156. En l'absence d'un projet industriel bien défini, il est difficile de déterminer les agences souhaitées pour son développement, son exécution, la supervision et la coordination requise entre ces agences. Ceci est aggravé par d'autres circonstances, telles que :

- Le changement du centre de prise de décisions en matière de développement industriel qui passe du Ministère de l'industrie au CEP;
- L'indépendance accrue en matières de gestion, finances et commerce pour les entreprises industrielles;
- Les changements subits et inattendus de politique touchant, entre autres, le commerce extérieur et la situation des entreprises privées.

157. La détermination du cadre institutionnel d'un projet ne garantit pas que des modifications ne soient nécessaires pendant son exécution à cause des changements en question comme le montre l'expérience acquise avec d'autres projets. Les études sous-sectorielles recommandées paragraphe 161 et suivants de cette section devront, entre autres, déterminer avec une particulière attention et en détail les agences engagées dans les projets proposés et la coordination requise entre ces agences.

Ressources financières extérieures et intérieures

158. L'expérience acquise avec d'autres projets de financement concernant le développement industriel montre la nécessité d'une importante proportion de ressources financières extérieures par rapport aux ressources locales. Ainsi le projet IDA III (qui couvre plusieurs aspects industriels dans le cadre d'un projet de développement rural) enregistre la participation financière de la Banque Mondiale (71%), la participation du PNUD (7,5%) pour assistance technique et 21,5% en tant que contribution locale pour couvrir les salaires locaux, les travaux de génie civil (60%) et les coûts d'opération du projet - notamment les produits de consommation importés tels que produits pétroliers et chimiques - (25%). Dans le cas d'un projet financé par la BASD, entièrement dans le secteur industriel, la composante en devises était de 60%, l'assistance technique de 6% et les coûts locaux atteignaient un pourcentage relativement élevé (34%), car le gouvernement a décidé de financer tous les coûts d'opération relatifs aux produits de consommation importés, de manière à pouvoir faire face, avec la même contribution étrangère, aux coûts d'équipement plus élevés que ceux prévus pendant la préparation du projet.

159. Comme il a été mentionné à plusieurs reprises dans ce rapport, la composante assistance technique doit être élevée et, si possible, obtenue par un don plutôt qu'incluse dans le financement. La bonne expérience acquise avec d'autres projets milite en faveur de cette proposition. Le représentant résident du PNUD est, en principe, d'accord pour inclure un projet industriel pour appuyer un prêt, dans son prochain cycle de programmation (1987-1991). En considérant que le secteur industriel aura une assez grande priorité dans le cadre du prochain Plan, cette inclusion, qui d'ailleurs est décidée par le gouvernement, sera faisable.

160. Un expert nommé à long terme supervisera l'exécution du projet sur place, notamment l'installation et la mise en service de l'équipement et la formation du personnel. Il pourra être aidé par des experts nommés à court terme, plus spécialisés, dont le nombre et la durée varieront selon la complexité du projet. La formation des ouvriers comme des professionnels devra se dérouler presque entièrement dans l'entreprise sauf dans le cas du personnel de gestion à un niveau supérieur, pour qui quelques bourses de formation à l'étranger seraient prévues.

D. Idées de projets de financement

161. Il aurait été important dans cette étude d'identifier et de préparer dans ses lignes générales un projet de financement dans le secteur industriel. Pourtant, l'absence d'une politique claire pour le développement industriel, combinée avec l'absence de données de base viables n'a pas permis de le faire. Néanmoins, un certain nombre de branches industrielles ont été sélectionnées parmi lesquelles il faudrait choisir celles qui se prêtent le mieux au développement du projet réalisable grâce au prêt. A la suite sont analysées certaines données concernant les diverses branches industrielles recueillies par les experts, les raisons du choix et une idée très approximative du montant du projet.

a. Scieries

162. La moitié du pays est couverte de forêts comprenant une grande variété d'écotypes et plusieurs variétés de grande valeur. La production enregistrée de bois en grumes a subi des variations considérables mais est loin d'atteindre l'objectif établi en 1976 de 1,5 million de m³ pour 1980. La production enregistrée du bois en grumes, selon les renseignements obtenus du Département des forêts a été la suivante :

<u>Exercice</u>	<u>1972/3</u>	<u>1973/4</u>	<u>1974/5</u>	<u>1975/6</u>	<u>1976/7</u>	<u>1977/8</u>
Production en milliers de m ³	98	159	132	42	46	96

<u>Exercice</u>	<u>1978/9</u>	<u>1979/80</u>	<u>1980/1</u>	<u>1981/2</u>	<u>1982/3</u>	<u>1983/4</u>
Production en milliers de m ³	139	127	162	128	400 (Plan)	400 (Plan)

Source : Département des forêts

163. On estime que entre 35 000 et 95 000 m³ par année sont produits en plus pour des fins non industrielles (chauffage, production de charbon, bois scié pour utilisation rurale). En plus, l'abatage illégal, particulièrement des espèces d'une haute valeur, pourrait être supérieur aux chiffres enregistrés.

164. La production de bois scié a aussi subi des fluctuations considérables, comme suit :

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
En milliers de m ³ (équivalent en grumes)	83	106	131	140	147	150

Source : FMI et Département des forêts

165. Le déficit de capacité de sciage est beaucoup plus important que ne le montrent les chiffres ci-dessus; en effet, une importante production de grumes n'a pas été enregistrée, alors que la production de bois scié l'a été presque entièrement. Des grumes sont accumulées depuis des années dans les forêts. Ce déficit est aggravé par le fait que seules deux scieries seraient aujourd'hui en condition de produire du bois de la qualité requise pour l'exportation (la Société du Bois lao et la Société Plywood qui ne produisent que pour leurs propres besoins) et que les grumes abattus après 1980/81 ne peut être exporté que scié ou sous forme de produits du bois. Beaucoup de bois scié exporté doit être à nouveau scié une fois arrivé à destination à cause de la mauvaise qualité du sciage.

166. Bien que plusieurs études relatives à des scieries en République démocratique populaire lao aient été préparées auparavant, 1/

1/ Notamment par l'ONUDI en 1976 et par l'aide bilatérale suédoise en 1979/81.

le manque de détails de couverture géographique mais surtout la récente détérioration de beaucoup de scieries ne permettent pas de se faire actuellement une idée de la capacité effective de sciage en République démocratique populaire lao. On croit qu'il existe quelque 80 scieries qui auraient une capacité de sciage de 500 000 m³ (bois scié) et que leur utilisation serait de l'ordre de 10 à 25%. La réalité peut être différente car beaucoup de ces scieries ont cessé leur production et ne sont pas récupérables tandis que les autres, bien qu'elles fonctionnent, ne sont pas en condition de préparer du bois de qualité convenable.

167. En ce qui concerne la production de grumes, neuf sociétés d'Etat d'exploitation forestière sous contrôle gouvernemental ont été créées. Ces sociétés exploitent exclusivement d'importantes surfaces de forêts en ce qui concerne abattage, coupage, sciage et procèdent aux opérations d'inventaire, contrôle et reboisement. Les activités de coupage et de sciage sont les plus faibles et il paraît que seulement la Société d'Etat forestière n° 3 (SEF 3) est en mesure de fournir du bois scié de qualité acceptable. Ces entreprises reçoivent une assistance technique de l'extérieur, surtout de la Suède, qui aide les Sociétés n° 1 et 3 dans les opérations d'inventaire, de reboisement et d'exploitation (abattage et coupage). Une scierie a été installée avec cette assistance dans SEF 3 bien que l'intention de SIDA soit de concentrer à l'avenir ses activités dans les opérations en amont du sciage (sciage exécuté et de laisser les opérations en aval à d'autres sources d'assistance. La Bulgarie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'URSS et le Viet Nam fournissent une assistance aux autres sociétés forestières, surtout en matière d'inventaire, mais aussi pour obtenir des résines et d'autres produits de la forêt que le bois.

168. Pour déterminer une éventuelle assistance aux scieries, une étude de leur situation actuelle devrait être faite, dont le but serait d'évaluer la capacité actuelle et les besoins futurs; il faudrait examiner avec précision quelles scieries seraient récupérables. Sur la base de cette étude, on envisagerait l'installation de nouvelles scieries et la récupération de quelques autres ainsi qu'un éventuel projet d'investissement. Pour assurer un approvisionnement constant de grumes dans le cas d'un tel projet, il conviendrait de concentrer l'attention sur SEF 1 et 3 et de considérer leurs besoins de sciage et de traitements complémentaires (tels que l'imprégnation); ces sociétés reçoivent, en effet, une assistance assez complète jusqu'au sciage. L'investissement d'un tel projet serait de l'ordre de 4 millions de dollars.

169. En aval, une des tâches du projet serait de s'occuper des questions de commercialisation du bois scié. Depuis 1980, le monopole de commerce extérieur a été transféré de nouveau à la SCL. A cause de la mauvaise gestion et du manque d'expertise les prix obtenus par l'exploitation du bois scié sont inférieurs aux prix du marché international. Un bureau pour la commercialisation du bois et des produits du bois a été établi à la fin de 1982 au Département des forêts. De l'assistance à ce bureau, afin de développer ses capacités techniques et de commercialisation, devrait être envisagée dans le cadre du projet.

b. Tabac

170. Il existe en République démocratique populaire lao les conditions nécessaires pour développer la culture de tabac d'une qualité supérieure. Pourtant, la capacité de séchage est très restreinte et ne permet qu'une production de 250 t de feuilles sèches par an. Il faut pour la production actuelle de cigarettes environ 460 t par an, ce qui oblige une importation de Thaïlande de plus de 200 t de feuilles et ne permet pas d'exporter. Par exemple, il y a des contrats d'échange avec le CAEM qui prévoient l'exportation de 1 000 t/an de feuilles sèches, qui ne peuvent être réalisés. En 1981, on aurait dû exporter 250 t mais, faute de tabac sec, seules 50 t ont été exportées. D'ailleurs, le prix international du tabac lao est supérieur au prix du tabac d'une qualité inférieure, tel que celui qui est maintenant importé de Thaïlande. Le problème du tabac, à la différence d'autres denrées agricoles, ne se pose pas en matière de prix, car le prix payé à l'agriculteur est, semble-t-il, assez intéressant (5 à 7 NK/kg de feuilles vertes en février 1983).

171. Le gouvernement voudrait augmenter considérablement la capacité de séchage au cours du présent Plan quinquennal, soit en installant quelques 250 séchoirs additionnels (d'une capacité de 4 t/an chacun) soit en installant des séchoirs modernes plus grands utilisant l'électricité. En plus, l'usine de cigarettes aurait besoin d'un laboratoire et d'équipement de production supplémentaire pour contrôler et stabiliser la présence de substances dangereuses dans les cigarettes, ce qui à présent n'est pas fait. Le financement requis pour un tel projet serait de l'ordre de 3,5 millions de dollars.

c. Textiles

Coton

172. Le filage et le tissage traditionnels en République démocratique populaire lao n'ont pas connu de développement. Le coton cultivé est presque entièrement exporté vers la Thaïlande, le plus souvent sans contrôle, sous forme de coton graine. Il n'existe aucune unité industrielle d'égrenage. Le tissage est assuré par trois unités mécaniques (environ 40 métiers par unité) qui produisent en tout quelque 800 000 m de tissu par an à base de filés importés. Il existe, en plus, un secteur artisanal peu connu, mais qui paraît très important, constitué par des unités de filage, de tissage, des tailleurs et des couturières, réparti sur tout le territoire.

173. L'ensemble des activités décrites ci-dessus sont très mal intégrées. On pourrait prévoir un développement intégré du textile en coton en plusieurs étapes en installant une unité d'égrenage (environ 16 000 t), en partie pour l'exportation, et de filature, teinture, tissage et impression de façon à couvrir les besoins à long terme du pays, environ 4 000 t de tissu/an. Un investissement d'au moins 40 millions de dollars serait nécessaire.

Soie

174. On pourrait prévoir de relancer les activités liées à la production de soie et d'articles en soie, qui étaient traditionnelles dans le pays mais se sont aujourd'hui presque perdues. Une station pilote établie à Ban Saiphong en 1971 avec l'aide bilatérale japonaise exploite une plantation de mûriers (2 ha), possède un élevage de vers à soie et une petite unité de filage (5 kg/jour). Il faudrait passer de ce stade expérimental au stade de la production, et une production de 100 t par an pourrait être envisagée. Un projet, ou composante de projet, touchant aux secteurs agricole, industriel et commercial peut être envisagé.

d. Sucre

175. Les importations enregistrées de sucre étaient de l'ordre de 9 à 10 000 t/an avant 1974. A présent, elles ne sont que de 5 000 t/an. La consommation est un peu supérieure à ce chiffre en raison d'une petite production artisanale de sucre roux et d'importations non enregistrées résultant du commerce frontalier. Plusieurs études ont été réalisées et des expériences ont été faites, qui ont démontré la faisabilité de production à plusieurs échelles.

176. Pour un projet intégré agriculture/industrie à une échelle de 12 000 t/an (sucre), il faudrait un investissement total de l'ordre de 15 millions de dollars. Les mauvaises perspectives du sucre, à moyen terme, sur le marché international, font douter de la faisabilité d'un projet à grande échelle. Une solution qui conviendrait mieux serait une industrie du sucre basée sur la production en petites usines (environ 2 000 t/an chacune).

e. Extraction et traitement de minéraux

177. Des réserves importantes de minéraux métalliques et non-métalliques ont été identifiées. On est mal renseigné sur ces réserves. Cependant, quelques activités de prospection ont eu lieu à Vientiane - Bochan (charbon), Vang Vieng et Thakhek (calcaire), et dans la Plaine des Jarres (fer). Le minerai d'étain est extrait à Phontieu, au nord de Thakhek, et à Bo Neng à raison de 1 500 t/an et est exporté en Malaisie et, depuis peu, en Union soviétique. Le sel est extrait en faisant bouillir de l'eau du sous-sol à Kok Saat au nord de Vientiane et à Ban Keun à raison de 4 000 t/an. On veut pousser cette production à 6 000 t et à 12 000 t dans une deuxième phase. Le gypse est extrait près de Savannakhet à raison de 30 000 t/an. D'autres ressources minières non encore exploitées incluent : cuivre, or, plomb, manganèse, pétrole, quartz et potasse.

178. Les experts n'ont pas eu la possibilité de discuter les plans du gouvernement dans ce secteur, ni d'avoir les résultats des expertises. Cependant, il paraît que si ces résultats sont positifs, un certain nombre d'activités d'extraction, préparation et concentration de minéraux pourraient se développer, particulièrement

en ce qui concerne le calcaire dans la région de Piu Khanmak (surtout pour approvisionner la future usine de ciment), le charbon au nord-ouest de Vientiane, la potasse dans la plaine de Vientiane et l'étain pour l'exporter sous une forme plus concentrée.

g. Réhabilitation d'usines dépendant du
Ministère de l'industrie

179. Les usines dépendant du Ministère de l'industrie décrites au chapitre I, auraient besoin d'une réhabilitation physique mais aussi d'un remaniement en ce qui concerne leur gestion, la main-d'oeuvre, l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement de produits finis. Dans ce but, on pourrait prévoir pour environ 10 entreprises un crédit d'à peu près 10 millions de dollars. Les experts ont pu établir qu'un tel crédit serait intéressant pour le gouvernement car le but poursuivi serait de remettre en conditions normales de fonctionnement un certain nombre d'usines qui, à présent, sont aux prises avec des problèmes de toutes sortes. Cependant, l'absence d'un intermédiaire financier valable qui administrerait ce crédit, ainsi que la mauvaise intégration de la plupart de ces usines dans l'ensemble de l'économie lao ne militent pas en faveur de ce crédit. Toutes les matières premières sont importées, à l'exception de celles qui sont nécessaires pour les usines de parquet, allumettes, céramique, contre-plaqué, meubles, rotin et cigarettes. Finalement, quelques usines sont tellement vétustes, avec des équipements tellement vieux ou usés, qu'elles ne méritent pas les investissements nécessaires à leur réhabilitation. Dans ce cas il serait préférable de considérer des nouvelles usines ayant une justification économique.

h. Autres idées

180. D'autres projets industriels ont été analysés par les experts et paraissent moins bien convenir que les précédents à un financement de la Banque Mondiale. Dans la brève description qui en est faite ci-dessous, sont mentionnées les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été retenus.

Rizeries

181. La présente production de paddy permet l'autosuffisance dans la République démocratique populaire lao en ce qui concerne cette denrée alimentaire avec quelques déficits ou surplus selon les provinces. La présente capacité de décorticage ne permet que la transformation d'une partie du riz cueilli. Le projet IDA III, un autre financé par la BAsD, et un projet financé par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) poursuivent un plan de modernisation et d'installation de nouvelles rizeries qui augmentera sensiblement la capacité actuelle. A cause des problèmes que cause le transport du paddy, une augmentation de cette capacité ne pourrait être réalisée par la suite que par l'installation d'une série de petites rizeries (300/500 kg/h de paddy) à un coût de 7 400 dollars chacune. Un projet de financement de la Banque

Mondiale n'est pas à envisager pour ce but à cause de la petite dimension des composants. Toutefois, la capacité actuelle des rizeries dans les provinces (en dehors des trois rizeries où le projet IDA III fonctionne, à savoir Savannakhet, Paksay, Vientiane) n'est pas exactement connue. Il faudrait donc faire une étude plus approfondie sur les rizeries des autres dix provinces pour déterminer avec précision les besoins futurs en matière de rizeries et la solution envisagée pour combler les déficits.

Ciment

182. Avant la révolution, une société privée avait commencé la construction d'une usine destinée à produire 300 t de ciment par jour avec deux établissements physiquement séparés, l'un à Vang Vieng, l'autre à Thong Pong, à Vientiane. La construction de cette usine a été suspendue. La consommation de ciment dans le pays est estimée être de l'ordre de 60 000 t/an. Le gouvernement, avec l'aide de l'Union soviétique, a établi des plans pour ériger une usine à Vang Vieng d'une capacité de 200 000 t/an qui devrait amplement couvrir les besoins locaux.

Sidérurgie

183. Les besoins du pays en acier et en fer sont couverts par l'importation. Les importations sont de l'ordre de 10 000 t/an pour tous les produits - ce qui ne justifie pas la mise en place d'une sidérurgie, même de petite taille. La moitié des importations est constituée par des barres de fer pour la construction (fers à béton), ce qui n'est pas suffisant pour justifier même un laminoir utilisant du lingot importé. En matière de sidérurgie la seule activité qui nous paraît faisable à court terme ne semble être que celle de petits fours de fonderie (100 à 200 kg) pour alimenter les fonderies des usines d'outillage agricole. A plus long terme, il ne paraît pas qu'un accroissement significatif des activités de construction aura lieu; les besoins en fer à béton n'augmenteront pas suffisamment pour justifier un laminage local.

Conserves de produits végétaux

184. Pour la production de conserves de produits végétaux il faut un approvisionnement régulier de matières premières et une commercialisation extérieure efficace. Ces deux conditions ne sont pas réunies - ce qui ne permet pas l'installation de tels projets dans les prochaines années.

Papier et pâte à papier

185. Etant donné l'étroitesse du marché local, un projet de fabrication de papier devrait être entièrement orienté vers l'exportation. L'importance des investissements nécessaires

et les problèmes liés au transport et à la commercialisation des produits finis ne militent pas en sa faveur. La production de pâte à papier, par contre, pourrait être faisable si les problèmes de transport étaient moins graves et si on pouvait compter sur des consommateurs réguliers. La faisabilité d'un projet de production de pâte à papier est à l'étude à la Banque asiatique de développement.

Annexe I

DEVELOPPEMENTS BUDGETAIRES, 1979-82

(en millions de NK)

	1979	1980	1981		1982	Estimations Préliminaires
			Budget	Effectif	Budget ^{1/}	
<u>Recettes</u>	<u>268,0</u>	<u>748,2</u>	<u>961,4</u>	<u>989,2</u>	<u>1190,0</u>	<u>2755,0</u>
Transferts des entreprises d'Etat	184,2	567,8	710,4	715,9	872,5	2255,0
Excédents d'opération	-	(312,4)	(367,2)	(420,4)	(470,4)	(1595,0)
Amortissements	-	(53,4)	(83,2)	(100,0)	(150,0)	(300,0)
Taxe sur chiffre d'affaires	-	(81,0)	(132,7)	(119,3)	(116,0)	(223,3)
Taxes d'importation	-)	(121,0)	(71,0)	(54,9)	(56,0)	(83,5)
Taxes d'exportation	-)		(56,3)	(21,3)	(30,1)	(53,2)
Taxes sur le secteur privé	48,4	98,3	153,0	200,1	251,7	415,0
Autres	35,4	82,1	98,0	73,2	65,8	85,0
<u>Dépenses</u>	<u>636,0</u>	<u>1776,9</u>	<u>2181,4</u>	<u>1955,8</u>	<u>2152,0</u>	<u>5475,0</u>
Courantes	393,9	1028,0	1127,1	1028,3	1053,6	2259,0
Salaires	(113,9)	(269,6)	(198,0)	(200,0) ^{2/}	(200,0) ^{2/}	(280,0)
Autres	(280,0)	(758,4)	(929,1)	(828,3)	(853,6)	(1979,0)
Investissement	242,1	748,9	1054,3	927,5	1098,4	3216,0
Industrie, mines énergie, commerce	(24,5)	(43,4)	(153,1)	(148,9)	(174,3)	(3216,0)
Transport, communica- tions, travaux publics	(113,1)	(282,8)	(442,9)	(373,0)	(440,0)	(1237,2)
Agriculture, forêts	(74,3)	(178,8)	(233,3)	(282,8)	(307,3)	(955,5)
Autres	(30,2)	(243,9)	(225,0)	(122,8)	(176,8)	(450,3)
<u>Déficit</u>	<u>-368,0</u>	<u>-1028,7</u>	<u>-1220,0</u>	<u>-966,5</u>	<u>-962,0</u>	<u>-2720,0</u>
<u>Financement</u>	<u>368,0</u>	<u>1028,7</u>	<u>1220,0</u>	<u>966,5</u>	<u>962,0</u>	<u>2720,0</u>
Ressources externes	354,5	1032,7	1220,0	966,5	962,0	2720,0
Financement de la BEL	13,5	-4,0	0	0	0	0

Source: Ministère des finances et FMI

1/ La dévaluation du NK et les augmentations de salaires publics de janvier 1982 ne sont pas prises en compte.

2/ Estimations du FMI

Annexe II

PRODUCTIONS REALISEES EN 1981 ET PRODUCTIONS PREVUES
 POUR 1982 PAR LES UNITES INDUSTRIELLES RELEVANT
 DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE

	<u>Productions réalisées</u>		<u>Productions prévues</u>	
	<u>Valeur</u> en milliers de NK	<u>Quantité</u>	<u>Valeur</u> en milliers de NK	<u>Quantité</u>
Zingage de tôles	30 537	1 007 260 tôles	56 420	1 500 000 tôles
Outils agricoles	1 869	57 970 pièces	4 076	150 000 pièces
Oxygène	537	3 027 m ³	880	4 000 m ³
Objets en plastique	6 360	...	7 314	...
Détergents	11 788	883 t	12 158	900 t
Insecticides	762	100 600 spirales	2 351	120 000 spirales
Rechappage de pneus	1 224	1 587 pneus	1 920	2 000 pneus
Parquets	1 716	13 240 m ²	10 502	46 000 m ³
Meubles en bois (Km 7)	1 646	37 317 pièces	1 908	33 810 pièces
Meubles en bois (Km 10)	6 385	11 881 pièces	11 168	13 400 pièces
Allumettes	2 071	2 584 000 boîtes	2 400	3 000 000 boîtes
Tissage	4 124	327 700 m	5 250	400 000 m
Coopératives artisanales	3 922	15 285 m	4 224	37 760 m
Céramiques	500	39 018 pièces	740	44 000 pièces
Vêtements	6 041	74 317 pièces	6 585	80 400 pièces
Bois, rotin, contre-plaqué	19 505	...	84 421	...
Bières et eaux gazeuses	28 285	31 000 hl	71 336	33 000 hl
dont bière	16 701	15 000 hl	...	18 000 hl
Cigarettes	56 060	30 008 caisses	164 413	36 000 caisses
Total	183 332		448 066	

Source: Ministère de l'industrie

Annexe III

VALEUR AJOUTEE DANS LA PRODUCTION PROJETEE
DES UNITES INDUSTRIELLES RELEVANT DU
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, 1982

Unités	Valeur	Valeur	Valeur	Valeur ajoutée
	Production	Matières premières	ajoutée Energie	Valeur production
	En millions de NK			En %
Zingage de tôles	56 420	38 830	17 590	0,31
Outils agricoles	4 076	3 238	838	0,21
Oxygène	880	252	628	0,71
Objets en plastique	7 314	5 722	1 592	0,22
Détergents	12 258	11 830	328	0,03
Insecticides	2 351	1 478	873	0,37
Rechappage de pneus	1 920	1 357	563	0,24
Parquets	10 502	6 340	4 162	0,40
Meubles en bois (Km 7)	1 908	1 463	445	0,23
Meubles en bois (Km 10)	11 168	8 063	3 105	0,28
Allumettes	2 400	1 004	1 396	0,58
Tissage	5 250	3 877	1 373	0,26
Coopératives artisanales	4 224	2 640	1 584	0,37
Céramiques	740	262	478	0,65
Habillement	6 585	4 611	1 974	0,30
Bois, rotin, contre-plaqué	84 421	37 650	46 771	0,55
Bières et eaux gazeuses	71 336	31 103	40 233	0,56
Cigarettes	164 413	83 887	80 526	0,49
Total	448 066	243 607	204 459	0,46

Source: Ministère de l'industrie

Annexe IV
 MAIN-d'OEUVRE ET MONTANTS EN DEVISES REQUIS
 PAR LES UNITES INDUSTRIELLES RELEVANT DU
 MINISTERE DE L'INDUSTRIE, 1982

Unités	<u>Main-d'oeuvre</u> (nombre de personnes)	Montant requis (en dollars)
Zingage de tôles ^{a/}	150	1 609 426
Outils agricoles	112	67 041
Oxygène	35	11 930
Objets en plastique	54	700 000 ^{b/}
Détergents	100	700 000
Insecticides ^{a/}	-	-
Rechappage de pneus	25	122 000
Parquets	120	40 000
Meubles en bois (Km 7)	22	-
Meubles en bois (Km 10)	230	-
Allumettes	52	16 000
Tissage	175	300 000
Coopératives artisanales	...	20 000
Céramiques	44	12 000
Habillement	190 ^{c/}	10 000
Bois, rotin, contre-plaqué	985	670 223
Bières et eaux gazeuses	285	794 773
Cigarettes	385	1 572 390
Total	2 964	6 645 783

Source: Ministère de l'industrie

a/ Chiffres relatif aux insecticides compris dans les chiffres de l'unité de zingage de tôles.

b/ Y compris importations de fils de cuivre pour la fabrication de fils électriques gainés de plastique.

c/ Y compris stagiaires.

Annexe V

DEGRE DE REALISATION DU PLAN 1981
PAR LES UNITES INDUSTRIELLES RELEVANT
DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Unités/Produits	Rapport entre objectifs réalisés et objectifs visés (en %)	
	En quantité	En valeur
Oxygène	43,6	42,2
Rechappage de pneus	36,4	46,1
Détergents	50,5	50,4
Sacs en plastique	47,8	50,8
Gaines de câbles en plastique	65,2	141,4
Bols en plastique	0,9	...
Spirales insecticides en écorce	0,6	0,7
Outils agricoles	27,1	83,1
Tôles zinguées	125,2	140,0
Clous	30,6	27,7
Contre-plaqué	24,5	32,5
Abattage d'arbres pour unité de contre-plaqué	85,2	...
Rotin	341,6	778,4
Meubles en bois (Km 7)	89,2	113,6
Meubles en bois (Km 10)	...	101,0
Scieries	18,4	79,7
Parquet	7,0	6,8
Objets en bois	108,3	104,0
Allumettes	66,6	61,5
Tissage	93,9	97,0
Vêtements artisanaux	68,8	105,3
Vêtements manufacturés	94,1	80,4
Poterie	231,3	209,9
Cigarettes	100,4	126,9
Bière	100,2	97,2
Rafraîchissements	105,9	109,9

Source: Mission Banque Mondiale, février 1982

Annexe VI

TARIFS DOUANIERS DE CERTAINS PRODUITS

	Importation			Impôt de consommation	Tarif d'exportation
	Tarif	Impôts			
		E'tat	Privé		
En % des prix c.a.f.					
Machines lourdes pour industrie et mines	0	5	10	-	-
Machines pour industries légères et artisanat	5	5	10	-	-
Machines pour construction	10	5	10	-	-
Véhicules commerciaux	10	5	10	-	-
Lames et fils d'acier	10	5	10	-	10
Produit chimiques	10	5	10	-	-
Ciment	10	5	10	-	-
Peintures	20	5	10	-	10
Fers à béton	10	5	10	-	-
Acier ondulé	20	5	10	-	-
Contre-plaqué	60	5	10	-	10
Parquet	60	5	10	-	10
Essence de pétrole	40	-	-	25	-
Essence diesel	10	-	-	10	-
Huile lubrifiante	10	5	8	-	-
Pièces détachées	20-40	5	15-25	-	-
Grumes	80	5	15	-	25
Bois scié	80	5	15	-	10
Café en grain	--- Pas permis ---			-	10
Thé	80	5	15	-	10
Feuilles de tabac	80	-	-	10	10
Étoffes (normale)	20	5	15	-	-
Étoffes (haute qualité)	40	5	-	-	-
Habillement	30-40	5	25	-	10

Source: Code douanier

Annexe VII

BALANCE DES PAIEMENTS, 1978-82

	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
	En millions de dollars				
<u>Balance commerciale</u>	<u>-46,5</u>	<u>-51,1</u>	<u>-78,8</u>	<u>-98,5</u>	<u>-73,1</u>
Exportations (f.o.b.)	11,8	35,2	30,5	21,2	47,8
Exportations en devises	8,1	19,2	13,5	14,0	29,9
Exportations sous accords de "clearing"	3,7	16,0	17,0	7,2	17,9
Importations (c.a.f.)	-58,3	-86,3	-109,3	-119,7	-130,9
Importations en devises	-9,6	-20,3	-42,0	-53,0	-35,9
Importations au titre de programmes d'aide	-40,0	-45,9	-45,6	-59,2	-50,0
Importations sous accords de "clearing" a/	8,7	-20,1	-21,7	-7,2	-35,0
<u>Services et transferts privés</u>	<u>-15,1</u>	<u>-20,5</u>	<u>-19,7</u>	<u>-20,3</u>	<u>-21,1</u>
Recettes	7,9	7,4	11,4	13,1	n.d.
Payements	-23,1	-27,9	-31,1	-33,4	n.d.
Payement d'intérêts	-1,5	-1,4	-1,2	-1,3	-2,1
Assistance technique	-20,0	-25,0	-27,9	-29,5	-30,0
Autres	-1,6	-1,5	-2,0	-2,6	n.d.
<u>Compte courant</u>	<u>-61,6</u>	<u>-71,6</u>	<u>-98,5</u>	<u>-118,8</u>	<u>-94,2</u>
<u>Capitaux et transferts (net)</u>	<u>70,2</u>	<u>80,7</u>	<u>83,8</u>	<u>111,7</u>	<u>95,7</u>
<u>Capital à court terme.</u>	<u>-1,0</u>	<u>-2,5</u>	<u>3,7</u>	<u>2,6</u>	<u>n.d.</u>
Erreurs et omissions					
<u>Balance globale</u>	<u>7,6</u>	<u>6,6</u>	<u>-11,0</u>	<u>-4,5</u>	<u>1,5</u>

Source: BCEL

a) Estimation préliminaire

n.d. = non disponible

Annexe VIII

COMPOSITION DES EXPORTATIONS, 1978-82

	1978	1979	1980	1981		1982	
				Premier semestre	Année complète	Premier trimestre	Année Complète ^{1/}
En millions de dollars							
<u>Exportations en devises</u>	<u>8,1</u>	<u>19,2</u>	<u>13,5</u>	<u>7,0</u>	<u>14,0</u>	<u>11,8</u>	<u>29,9</u>
Bois scié	2,7	8,5	6,1	1,7	5,0	1,6	5,9
Produits de la forêt	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	...
Concentré d'étain	0,8	0,2	0,5	0,4	0,4	...	...
Café	1,1	4,1	1,1	0,1	0,1	...	...
Energie électrique	1,9	6,1	5,3	4,3	7,9	10,2	22,5
Autres exportations	1,4	0,2	0,3	0,4	0,5	...	0,2
<u>Commerce par troc</u>	<u>3,7</u>	<u>16,0</u>	<u>17,0</u>	<u>6,0</u>	<u>12,6</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>
Sous accords de compensation	...	...	...	2,3	5,4	6,2	17,9
Exportations frontalières des gouvernements des provinces	2,0	8,0	8,5	2,2	2,6	n.d.	n.d.
Exportations frontalières des commerçants privés	1,7	8,0	8,5	1,5	4,6	n.d.	n.d.
Total des Exportations Officielles	<u>8,1</u>	<u>19,2</u>	<u>13,5</u>	<u>8,3</u>	<u>19,4</u>	<u>18,0</u>	<u>47,8</u>
<u>Total des exportations</u>	<u>11,8</u>	<u>35,2</u>	<u>30,5</u>	<u>13,0</u>	<u>26,6</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>

Source: Département du commerce

^{1/} Projections

n.d.= non disponible

Annexe IX

EXPORTATIONS À TRAVERS LA THAILANDE ^{a/}, 1978-81

	1978	1979	1980	1981 (premier semestre)
En milliers de dollars				
Bois et produits en bois	4 325	14 020	14 575	2 105
Meubles	525	430	330	110
Café, thé, épices	2 180	5 330	2 610	1 965
Minerais métalliques	960	325	835	630
Objets d'art	280	305	295	260
Autres	685	1 395	440	345
Total	8 955	21 805	19 085	5 415

Source: Statistiques du commerce extérieur de Thaïlande

a/ Electricité non incluse

Annexe X

IMPORTATIONS À TRAVERS LA THAÏLANDE, 1978-81

	1978	1979	1980	1981 (premier semestre)
En milliers de dollars				
Riz, blé, mais	12 455	16 240	16 650	135
Farine	5 640	3 745	1 015	160
Sucre	245	600	35	55
Autres denrées alimentaires	8 475	7 480	4 145	1 775
Tabac	35	340	550	465
Ciment	905	1 640	1 620	660
Produits pétroliers	8 750	10 865	19 245	5 115
Produit chimiques	860	559	1 410	235
Produits pharmaceutiques	1 275	525	970	855
Peintures	90	185	375	160
Savon	510	460	860	245
Résines artificielles et plastiques	380	335	365	165
Caoutchouc artificiel	320	490	835	240
Papier et articles en papier	480	915	1 150	330
Fibres artificielles	705	1 660	7 660	265
Coton	1 120	2 205	3 475	320
Vêtements	280	1 610	1 575	475
Autres articles textiles	205	380	270	605
Chaussures	240	70	340	150
Articles en plastique	600	70	365	460
Produits céramiques	50	180	230	155
Acier et fer	8 535	4 965	4 530	1 210
Aluminium	115	650	1 100	745
Zinc	65	995	1 070	750
Outils	215	360	715	210
Équipement mécanique	6 085	4 525	8 935	3 480
Équipement électrique	2 605	2 245	2 185	1 335
Véhicule	4 502	14 730	15 345	6 260
Meubles	120	270	430	20
Objets d'art	2 375	4 695	3 940	2 175
Autres	2 650	2 370	4 625	2 745
Total ^{a/}	70 905	86 335	106 030	31 955

Source: Statistique du commerce extérieur de Thaïlande

a/ Différences dues au fait que les chiffres ont été arrondis.

Annexe XI

COMPOSITION DES IMPORTATIONS, 1978-82

	1978	1979	1980	1981		1982	
				Premier semestre	Année complète	Premier semestre	Année complète
En millions de dollars							
<u>Importation en devises</u>	<u>9,6</u>	<u>20,3</u>	<u>42,0</u>	<u>18,7</u>	<u>36,2</u>	<u>21,3</u>	<u>35,9</u>
Riz et autres aliments	0,3	1,3	10,7	0,3	2,0	0,4	1,6
Produits pétroliers	7,3	8,8	12,9	5,8	12,9	7,5	12,0
Machines et matières premières	1,3	1,8	11,1	7,5)	21,3	7,8)	22,3
Autres importations	0,7	8,4	7,3	5,1)		5,6)	
<u>Commerce de troc</u>	<u>8,7</u>	<u>20,1</u>	<u>21,7</u>	<u>6,0</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>
Sous accords de "clearing"	5,0	4,1	4,7	2,3	13,8	18,3	35,0
(Financé par crédits)	(5,0)	(4,1)	(4,7)	(n.d.)	(8,4)	(22,1)	(27,1)
Exportations frontalières gouvernements des provinces	2,0	8,0	8,5	2,2	n.d.	n.d.	n.d.
Exportations frontalières des commerçants privés	1,7	8,0	8,5	1,5	n.d.	n.d.	n.d.
<u>Importations au titre de programmes d'aide a/</u>	<u>40,0</u>	<u>45,9</u>	<u>45,6</u>	<u>18,3</u>	<u>40,2</u>	<u>30,0</u>	<u>50,0</u>
Zone convertible	n.d.	n.d.	8,0	9,1	n.d.	n.d.	n.d.
Zone non convertible	n.d.	n.d.	37,6	9,2	n.d.	n.d.	n.d.
<u>Total des importations Officielles</u>	<u>54,3</u>	<u>70,3</u>	<u>92,3</u>	<u>39,3</u>	<u>90,2</u>	<u>69,6</u>	<u>120,9</u>
<u>Total des importations</u>	<u>58,3</u>	<u>86,3</u>	<u>109,3</u>	<u>43,0</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>	<u>n.d.</u>

Source: Département du commerce

a/ Valeurs partiellement estimée par la mission.

n.d.= pas disponible

Annexe XII

BILANS CONSOLIDES DE LA BEL ET DE LA BCEL, 1979-82

	<u>31 décembre</u>		<u>31 décembre</u>		<u>30 juin</u>	<u>30 juin</u>
	1979	1980	1981	1981	1981	1982
En millions de NK						
<u>Actif</u>						
Actifs en devises	270	191	139	140	292	
Crédit interne	417	1 034	1 297	1 273	1 313	
Secteur public et gouvernement	(413)	(1 002)	(1 145)	(1 230)	(1 260)	
Secteur privé	(4)	(32)	(52)	(43)	(53)	
Autres actifs (net)	183	316	282	194	164	
Total	<u>870</u>	<u>1 541</u>	<u>1 650</u>	<u>1 695</u>	<u>1 769</u>	
<u>Passif</u>						
Passif en devises	499	619	653	614	649	
Organisations internationales	(337)	(374)	(464)	(426)	(435)	
Court terme	(8)	(22)	(23)	(24)	(44)	
Long terme	(96)	(97)	(97)	(97)	(97)	
Lettres de crédit	(56)	(123)	(66)	(64)	(70)	
Autres	(2)	(3)	(3)	(3)	(3)	
Dépôts en devises	14	19	10	4	10	
Dépôts à vue	253	736	788	902	870	
Secteur public et gouvernement	(235)	(654)	(713)	(831)	(793)	
Secteur privé	(18)	(82)	(65)	(71)	(75)	
Dépôts d'épargne	4	10	10	10	9	
Monnaie en circulation	100	157	169	165	231	
Total	<u>870</u>	<u>1 541</u>	<u>1 630</u>	<u>1 695</u>	<u>1 769</u>	

Source: BEL et BCEL

Annexe XIII

BEL: DISTRIBUTION DU CREDIT, 1979-81

	<u>31 décembre</u>		<u>30 novembre</u>
	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
	En millions de NK		
Entreprises d'Etat	100	417	505
Commerce	(77)	(344)	(365)
Industrie et transport	(23)	(73)	(140)
Secteur agro-forestier	4	18	30
Artisanat et commerce de petite échelle	1	14	25
Gouvernement	125	190	190
Total	<u>230</u>	<u>639</u>	<u>750</u>

Source: Banque d'Etat lao.

Annexe XIV

TRANSACTIONS OFFICIELLES EN DEVISES, 1979-81

	1979	1980	1981
En millions de dollars			
<u>Recettes</u>			
Exportations d'électricité	6,13	5,33	7,91
Exportations d'autres merchandises	13,11	9,86 ^{a/}	6,07
Ventes aux missions diplomatiques	1,40	0,80	0,65
Ventes aux touristes	0,29	...	...
Recettes d'autres services	5,69	1,90	10,32
Taxe de survol	3,58	3,99	3,52
<u>Total</u>	<u>30,20</u>	<u>21,88</u>	<u>28,47</u>
<u>Dépenses</u>			
Importations de marchandises	20,31	41,97	53,01
Dépenses du gouvernement	1,52	1,81	2,56
Dépenses du secteur privé	...	0,01	0,01
Service de la dette extérieure	6,86	4,14	4,90
Autres	...	...	2,70
<u>Total</u>	<u>28,69</u>	<u>47,93</u>	<u>63,18</u>
<u>Balance</u>	<u>-1,51</u>	<u>-26,05</u>	<u>-34,31</u>

Source: Banque du commerce extérieur lao

a/ Différence inexplicée par rapport aux chiffres de l'annexe VIII

